

ARCHIVES NATIONALES (PARIS)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Collection originale des
décrets, arrêtés et ordonnances
du ministère de la Justice
(1789-1939)**

Répertoire numérique

BB/34/1/1 à 474

par Marie-Élisabeth ANTOINE, 1975
Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE, 1982

revu, complété et mis en forme en 2008
par Isabelle ROUGE-DUCOS, Danis HABIB et Sarah CADOREL

PARIS
1975, 1982, 2008

SOMMAIRE.....	2
FICHE DESCRIPTIVE.....	3
INTRODUCTION CONCERNANT LES DÉCRETS, ORDONNANCES ET ARRÊTÉS DU SCEAU.....	5
TABLEAU DES ACTES ET AUTRES DOCUMENTS RELATIFS AUX DIFFÉRENTES AFFAIRES TRAITÉES PAR LE BUREAU DU SCEAU, DE L'AN VIII A NOS JOURS.....	7
Admissions à domicile.....	7
Naturalisations.....	7
Autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français.....	8
Anoblissements, titres, majorats, dotations.....	8
Armoiries.....	9
Dispenses pour mariage.....	9
Changements de nom.....	10
Révocations, rejets.....	10
Remises de droits de sceau.....	10
RÉPÉTOIRE NUMÉRIQUE.....	11

FICHE DESCRIPTIVE

Intitulé : MINISTÈRE DE LA JUSTICE - COLLECTION ORIGINALE, PUIS AUTHENTIQUE DES DÉCRETS, ARRÊTÉS ET ORDONNANCES.

Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.

Dates extrêmes : 1789-1939.

Importance matérielle : 113,75 m.l. (573 articles).

Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs : ministère de la Justice.

Histoire des producteurs :

Dès la création du ministère de la Justice, le ministre a eu dans ses attributions la garde du sceau de l'État et l'apposition de celui-ci aux actes soumis à cette procédure d'authentification. Il devait aussi assurer la publication et la diffusion des lois auprès des autorités chargées de leur exécution. En conséquence, la conservation d'un exemplaire des lois lui fut confiée.

Sous le régime établi par la Constitution du 3 septembre 1791, l'Assemblée nationale rendait des décrets ; les décrets sanctionnés ou acceptés par le roi portaient le nom de lois et deux dates, celle du décret et celle de la sanction ou de l'acceptation. Pour chaque loi, étaient établies deux expéditions originales signées du roi et contresignées par le ministre de la Justice. L'une était conservée au service d'archives établi auprès de l'Assemblée nationale, l'autre au ministère de la Justice. Seules les expéditions des lois destinées aux archives de l'Assemblée nationale étaient scellées. D'un même acte de l'Assemblée nationale peuvent donc exister actuellement quatre exemplaires authentiques, deux sous forme de décret et deux sous forme de loi, mais après la chute de la monarchie constitutionnelle, la sanction du roi a été remplacée par la signature du ministre de la Justice. Un exemplaire de chaque décret continuait à être conservé simultanément dans les archives de l'Assemblée et dans les archives du ministère de la Justice.

Pendant la suppression du ministère de la Justice (de germinal an II à brumaire an IV), la publication et la diffusion des lois furent confiées à l'Agence de l'envoi des lois qui dépendait de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux. L'Agence de l'envoi des lois administrait l'Imprimerie nationale chargée d'imprimer le *Bulletin des lois*, créé par le décret du 14 frimaire an II et destiné à remplacer les deux précédentes collections officielles (celles-ci furent interrompues en l'an VIII).

Lorsqu'il fut rétabli en l'an IV, le ministère de la Justice recouvra ses attributions en matière de publication des lois et de surveillance de l'Imprimerie nationale, dénommée Imprimerie de la République depuis l'an III. Il conservera la tutelle de cette dernière, qui avait recouvré son appellation d'Imprimerie nationale, jusqu'en 1910. Le *Journal officiel*, créé en 1869, supplanta, à partir de 1924, le *Bulletin des lois* pour la publication des lois et actes du Gouvernement.

Histoire de la conservation :

Versements effectués en avril-mai 1941, décembre 1943-janvier 1944, le 28 mai 1951 et le 4 février 1981 (à partir des articles 368 à l'exception du carton 370/2 qui provient de BB/11/491).

Présentation du contenu :

En matière d'actes du Gouvernement, des précisions de vocabulaire sont indispensables. Les actes du Directoire exécutif et du Consulat sont des « arrêtés », ceux de l'Empire des « décrets », ceux de la Restauration et de la monarchie de Juillet des « ordonnances », ceux de la Seconde République, du Second Empire et de la Troisième République des « décrets », ceux des Gouvernements provisoires de 1814, 1815 et 1848 des « arrêtés ». Les actes rendus par le ministre de la Justice, à l'instar des autres ministres, sont des « arrêtés » ; ou bien ils revêtent la forme de « circulaires ».

Au ministère de la Justice, les actes le concernant ont été démembrés entre une collection d'intérêt général et des collections particulières par matière (par exemple, personnel judiciaire, sceau, grâces, extraditions). Les décisions du ministère de la Justice, sous les différentes formes juridiques qu'elles ont reçues, ne s'ordonnent pas en une suite unique. De la longue série chronologique, présentée ci-dessous sans faille de l'an IV à 1932, certaines matières en ont été en effet détachées à des dates diverses pour former des groupes séparés.

- BB/34/1 à 218 : la première partie de la sous-série comprend la collection des décrets, arrêtés et ordonnances (munis de la sanction de l'exécutif, envoyés au garde des Sceaux, ou au ministre de la Justice, garant de leur authenticité et chargé à ce titre de les rendre exécutoires par leur diffusion manuscrite ou imprimée) de l'ensemble du gouvernement de 1789 à 1830.
- BB/34/219 à 367 : la deuxième partie rassemble les décrets, ordonnances et arrêtés concernant le seul ministère de la Justice de 1830 à 1939 (avec des catégories particulières pour certaines périodes et dont ont été distraites peu à peu des suites d'actes relatifs à des catégories définies de personnel ou de matières).
- BB/34/368 à 474 : la troisième partie est formée par les décisions du Sceau (admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger, anoblissements, armoiries, dispenses pour mariage, changements de nom) de 1814 à 1930 environ.

BB/34/1/1-82 à 218. Collection originale puis authentique des décrets, arrêtés et ordonnances. 1789-1830.

BB/34/219 à 288. Décrets et arrêtés du ministère de la Justice. 1830-1932.

BB/34/289 à 301. Arrêtés relatifs au personnel de l'administration centrale. 1847-1931.

BB/34/302 à 314. Arrêtés relatifs au personnel (magistrats et greffiers) des cours d'appel, tribunaux de première instance, justices de paix et tribunaux de commerce. 1913-1935.

BB/34/315 à 317. Décrets relatifs au Conseil d'État. 1870-1927.

BB/34/318 à 325. Décrets de pensions, arrêtés de secours et de délégations. 1870-1918.

BB/34/326 à 342. Ordonnances, décrets et arrêtés de dispenses pour mariage. 1822-1888.

BB/34/343 à 361. Décrets, ordonnances et arrêtés d'extradition. 1832-1932.

BB/34/362-363. Décrets de Légion d'honneur. 1866-1920.

BB/34/364. Naturalisations et réintégrations : décrets et arrêtés. 1848-1861.

BB/34/365 à 367. Décrets de nomination de ministres et de constitutions de ministères. 1872-1939.

BB/34/368 à 473. Concessions de lettres de naturalité, admissions à domicile, autorisations de servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations, remises de droits de sceau, dispenses pour mariage, changement de nom : ordonnances, décrets et arrêtés. 1822-1930.

BB/34/474. Décrets originaux (divers ministères, présidence du Conseil, etc.). 1933-1939.

Instruments de recherche : les décrets cotés BB/34/387 à 473 (1883-1930) ont été numérisés et sont consultables aux Archives nationales sur la plate-forme d'annotation collaborative *NATNUM*. Les décrets originaux fournissent les numéros des dossiers conservés dans la sous-série BB/11.

Sources complémentaires :

- Autres parties du même fonds :

Archives nationales (Paris) :

- Série A : la conservation des originaux des lois est restée de la compétence du ministère de la Justice jusqu'à 1941.

- Par contre, le ministère de la Justice n'a gardé la conservation des actes du pouvoir exécutif que jusqu'à la fin de la Restauration, chaque ministère conservant, à partir de 1830, les actes originaux –ordonnances ou décrets– qui le concernaient. Voir les différentes sous-séries de F.

- Sous-série AF/IV, AF/IV/1 à 860 : pendant les régimes consulaire puis impérial et pendant les Cent-Jours, les originaux des arrêtés puis décrets sont les minutes, signées par Napoléon, conservées par le ministre-secrétaire d'État qui était seul habilité à en délivrer des expéditions aux ministres ou aux particuliers.

Sources de la notice :

- Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE, *De la justice de la Nation à la justice de la République, 1789-1940. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*. Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004.

- *État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères et les administrations qui en dépendent*, tome IV (versements du ministère de la Justice).

- *Les Archives nationales. État général des fonds*, publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France (tome II), 1978.

Date de la notice : 2006, révisée en 2008.

Auteurs de la notice : Danis HABIB (Marie-Élisabeth ANTOINE et Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE).

INTRODUCTION CONCERNANT LES DÉCRETS, ORDONNANCES ET ARRÊTÉS DU SCEAU

Le 4 février 1981, la sous-direction des naturalisations (rattachée ensuite au ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale) a versé aux Archives nationales 106 cartons d'ordonnances, décrets, décisions et arrêtés, rendus dans les affaires qui relevaient du bureau du Sceau au ministère de la Justice. En effet, les naturalisations, qui étaient dans les attributions du ministère de la Justice depuis le Premier Empire, furent rattachées en 1945 au ministère de la Santé publique et de la Population. En quittant la Justice, le nouveau service des naturalisations emporta une partie des archives, bien qu'elles concernent non seulement les naturalisations, mais encore les autres catégories d'affaires du ressort du bureau du Sceau, dont nous évoquerons maintenant brièvement les origines.

Napoléon, ayant réintroduit progressivement les titres à partir de l'an XII, les codifia par les deux statuts du 1^{er} mars 1808, où il instituait des titres conférés de droit par l'exercice de certaines fonctions et se réservait d'en accorder, à l'exemple des rois ses prédécesseurs, à ses militaires et à ses fonctionnaires ; pour rendre leur titre transmissible, les bénéficiaires devaient lui assurer une assise économique en constituant un majorat (cf. le tableau qui suit, au paragraphe « Anoblissements »). Mais la concession du titre et la constitution du majorat ne devenaient effectives qu'avec la délivrance au bénéficiaire de lettres patentes par le Conseil du sceau des titres, créé le 1^{er} mars 1808 (2^e statut). Ce Conseil du sceau des titres, présidé par l'archichancelier de l'Empire et composé de sénateurs et de conseillers d'État, était chargé d'instruire toutes les affaires relatives aux titres et aux majorats, de sceller et d'expédier les lettres patentes nécessaires. Soulignons que, sous le Premier Empire, le Conseil du sceau des titres était indépendant du ministère de la Justice. Celui-ci, depuis l'an XII, comprenait une division des grâces, qui avait dans ses attributions, outre la préparation des décisions de grâces et de commutations de peines en faveur des condamnés, les dispenses pour mariage, les écoles de droit, l'établissement des étrangers en France ; cette dernière catégorie d'affaires relevait aussi du ministère de l'Intérieur dans les cas de naturalisations pour services rendus (cf. le tableau qui suit, au paragraphe « Naturalisations »), d'où la présence de dossiers de naturalisations dans les fonds provenant du ministère de l'Intérieur. En 1809, les attributions de la division des grâces furent réparties entre la division civile et la division criminelle qui reçut les recours en grâce proprement dits.

Cependant, le Conseil du sceau des titres voyait sa compétence étendue aux dotations, même non attachées à un titre, accordées par Napoléon : il était chargé de délivrer les brevets d'investiture aux donataires et les brevets de confirmation à leurs successeurs (décret du 3 mars 1810). De même, par le décret du 3 mars 1812, il fut chargé de délivrer les lettres patentes accordées aux Français qui avaient obtenu de Napoléon l'autorisation de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser (mais les dossiers de ces demandes étaient instruits par le ministère de la Justice). Les armoiries, rétablies pour les villes, corporations et associations par le décret du 17 mai 1809, donnaient lieu aussi à la délivrance de lettres patentes par le Conseil du sceau des titres.

La Restauration remplaça le Conseil du sceau des titres par la Commission du sceau, présidée par le chancelier ; cette commission eut même compétence que le Conseil du sceau des titres en matière de titres, majorats et armoiries des villes et communes ; mais en outre elle jugeait la régularité, quant à leur forme extérieure, des actes de la juridiction gracieuse du Roi qui, comme sous l'Ancien Régime, devaient être présentés au Sceau (ordonnance du 15 juillet 1814, ordonnance du 26 septembre 1814). Ces actes sont les suivants : lettres patentes portant confirmation ou collation de titres, lettres de noblesse, grandes lettres de naturalisations (accordées à des étrangers pour services rendus et leur permettant de siéger à la Chambre des Pairs ou à la Chambre des députés par décret du 4 juin 1814), lettres de déclarations de naturalité (c'est-à-dire de naturalisations), lettres portant autorisation de se faire naturaliser ou de servir à l'étranger, dispenses d'âge ou de parenté pour mariage, lettres pour concession ou renouvellement d'armoiries en faveur des villes, communes et corporations (ordonnances des 8 octobre et 26 décembre 1814 : tarifs des droits de sceau). Comme sous l'Empire, l'ordonnance accordant la grâce ne prenait effet qu'à partir du moment où le bénéficiaire avait retiré ses lettres patentes. Sans lettres patentes, la grâce n'était pas légalement acquise.

Les Cent-Jours virent le rétablissement du Conseil du sceau des titres et la seconde Restauration celui de la Commission du Sceau dans sa compétence antérieure.

De son côté, le ministère de la Justice continuait à instruire les affaires relatives aux naturalisations, admissions à domicile, services et naturalisations à l'étranger, dispenses pour mariage, changements de nom. D'ailleurs la fusion de la Commission du sceau avec le ministère, dont elle partageait le même chef, était en voie de se réaliser. Ce fut chose faite par l'ordonnance de Louis-Philippe du 31 octobre 1830 qui supprima la Commission du sceau et rattacha ses bureaux au ministère de la Justice où ils formèrent une division nouvelle, la division du Sceau, tandis que le conseil d'administration établi près du ministre de la Justice héritait des

fonctions de l'ancienne Commission du Sceau. Mais c'est à partir d'août 1832 que le service du Sceau prit sa forme définitive, telle qu'il la conservera pratiquement jusqu'à nos jours : il constituait désormais un des bureaux de la direction des affaires civiles, qui fut désormais appelée direction des affaires civiles et du Sceau, et était chargé de l'instruction des affaires relatives aux admissions à domicile, naturalisations, services ou naturalisations à l'étranger, dispenses pour mariage, changements de nom, titres, majorats, dotations.

Cette organisation survivra aux différents régimes. Les lettres patentes disparurent avec la Révolution de 1848 : désormais, il suffisait d'obtenir une ampliation du décret ou de l'arrêté accordant la grâce demandée, moyennant toujours de substantiels droits de sceau. Si Napoléon III remit en vigueur les lettres patentes pour les titres et les armoiries des villes à partir de 1862, elles restèrent facultatives. De même, Napoléon III rétablit le Conseil du sceau des titres (décret du 8 janvier 1859) pour donner avis sur les demandes relatives aux titres ; mais les dossiers continuaient à être instruits par le bureau du Sceau. Après la chute du Second Empire le conseil d'administration de la Justice retrouva ses attributions en matière de Sceau (décret du 10 janvier 1872). Telles sont, retracées sommairement, les origines du bureau du Sceau.

Une histoire si compliquée a eu des incidences néfastes sur les archives, aggravées encore par les pratiques de classement et l'incohérence des versements. Ces difficultés apparaissent à l'évidence dans la localisation actuelle des décrets, ordonnances, décisions et arrêtés rendus dans les matières qui formeront les attributions du bureau du Sceau.

La seule période cohérente est celle du régime consulaire et impérial : les originaux des arrêtés puis décrets sont les minutes, signées par Napoléon, et conservées par le ministre secrétaire d'État qui était seul habilité à en délivrer des expéditions aux ministres ou aux particuliers. La collection de tous les arrêtés et décrets originaux rendus par Napoléon, de l'an VIII à 1814 et pendant les Cent-Jours, est donc conservée aux Archives nationales dans les fonds provenant de la Secrétairerie d'État : AF IV/1 à 860.

Sous la Restauration, c'est le ministère de la Justice qui conserve la collection, en principe unique, des ordonnances originales du Roi : cette collection se trouve maintenant dans le groupe BB/34/1/1 à 288 des Archives nationales. Les bureaux et les autres ministères ne conservaient que des ampliements des ordonnances qui les intéressaient (cf. les premiers articles du présent inventaire). Mais, en fait, on constate des entorses à cette règle : les ordonnances relatives aux anoblissements, armoiries, titres, majorats et dotations forment, sauf exceptions, une collection particulière dès 1814 ; les changements de nom à partir de 1822. À partir de 1830, chaque ministère se met à conserver les originaux des ordonnances qui le concerne et la collection générale du ministère de la Justice ne conserve plus alors que les ordonnances relatives à ce seul ministère. Mais les bureaux du ministère même commencent à constituer, dès la monarchie de Juillet, leur propre collection des ordonnances originales rendues dans les affaires traitées par eux, collections qui se subdivisent aussi parfois selon les différentes attributions. La collection BB/34/1/1 à 288 finit par ne plus garder que les actes intéressant l'ensemble du ministère. Ces subdivisions successives se sont faites en outre sans rigueur : on trouve, par exemple, des ordonnances relatives aux titres dans la collection générale BB/34/1/1 à 288, de même pour les changements de nom. Citons aussi ces décrets du Second Empire qui accordaient à la fois des changements de nom et des naturalisations : ils ont été classés à part avec les autres décrets de changements de nom, tandis que la collection des décrets de naturalisations était complétée par des ampliements.

Sous la Troisième République, on finit par revenir progressivement, en ce qui concerne le bureau du Sceau, à une collection unique des décrets originaux rendus dans les affaires relevant de ses attributions.

Pour faciliter en outre les recherches des utilisateurs nous avons fait précéder notre travail d'un tableau qui présente, matière par matière :

- Un bref rappel administratif.
- La cote dans les séries des Archives nationales, ou le cas échéant, la localisation des originaux des ordonnances, décrets, décisions rendus en la matière.
- La cote ou la localisation des lettres patentes.
- L'indication des sous-séries des Archives nationales où se trouvent les dossiers (qui n'ont jamais été joints aux ordonnances, décrets, etc. auxquels ils ont abouti).

Bibliographie utilisée :

Almanach national, impérial ou royal.

Bulletins des lois.

Code de la nationalité française, tome I, Melun, 1946.

Pascal DURAND-BARTHEZ, *Histoire des structures du ministère de la Justice (1789-1945)*, Paris, 1973.

G. et E. GUERIN, *Législation et jurisprudence nobiliaire*, s.l., 1978, mutigraphié.

TABLEAU DES ACTES ET AUTRES DOCUMENTS RELATIFS AUX DIFFÉRENTES AFFAIRES TRAITÉES PAR LE BUREAU DU SCEAU, DE L'AN VIII A NOS JOURS

Abréviations

- Arrêtés et décrets en AF/IV : AF IV/1 à 860, minutes originales des arrêtés des Consuls et des décrets impériaux, du 20 brumaire an VIII au 5 avril 1814 et du 24 février 1815 au 22 juin 1815.
- Collection générale de BB/34 : BB/34/1/1 à 218, collection originale des décrets, arrêtés et ordonnances, de 1789 à 1830.

Admissions à domicile

L'autorisation de fixer son domicile en France - on dit aussi admission à domicile - était donnée par le chef de l'État (Code civil, art. 13) et conférait la jouissance des droits civils. À partir de la loi des 13, 21 novembre, 3 décembre 1849, elle devait précéder obligatoirement la naturalisation. Restreinte par la loi du 26 juin 1889, l'admission à domicile a disparu avec la loi du 10 août 1927 sur la nationalité.

Décrets, ordonnances, arrêtés (originaux)

- Période consulaire et impériale : arrêtés et décrets en AF/IV
- De juillet 1814 à mars 1815 : BB/34/112 à 115
- De mars à juin 1815 : arrêtés et décrets en AF/IV
- De juillet 1815 à février 1848 : BB/34/117 à 252
- De mars 1848 à août 1927 : BB/34/376 à 460
- De 1853 à 1861 : voir aussi les décrets de changements de nom conservés au ministère de la Justice.

Dossiers : BB/11

Naturalisations

Les naturalisations, d'abord subordonnées à une simple déclaration de fixation de domicile en France et à une résidence décennale (constitution du 22 frimaire an VIII, art. 3), sauf exceptions pour services rendus (sénatus-consultes du 26 vendémiaire an XI et du 19 février 1808), sont prononcées, dans tous les cas, par le chef de l'État depuis le décret du 17 mars 1809. À la Restauration, elles s'accroissent, notamment en faveur des personnes originaires des départements réunis à la France sous la Révolution et l'Empire (loi du 14 octobre 1814). À partir du Second Empire, le nombre des naturalisations connaît un développement considérable avec les conquêtes coloniales ; sans entrer dans le détail de la législation relative à la naturalisation ou à l'accession aux droits de citoyens français des indigènes et des étrangers établis dans les différentes colonies françaises, citons le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 pour l'Algérie, les décrets du 25 mai 1881 et du 29 juillet 1887 pour l'Indochine. Par ailleurs, les principales lois sur la nationalité rendues sous la Troisième République sont celles du 26 juin 1889 et du 10 août 1927. La guerre de 1914-1918 a suscité une législation particulière, pour faciliter la naturalisation des engagés dans les armées françaises (loi du 5 août 1914) ou au contraire rapporter la naturalisation des anciens ressortissants des puissances en guerre contre la France (lois du 7 avril 1915 et du 18 juin 1917, loi du 18 mars 1917). À la paix, des dispositions furent prises pour la naturalisation des Allemands établis en Alsace-Lorraine (traité de Versailles) et d'une manière générale pour l'organisation judiciaire des départements recouvrés.

Décrets, ordonnances, arrêtés, décisions (originaux)

- De l'an XIV à 1813 : arrêtés et décrets en AF/IV
- D'août 1814 à mars 1815 : BB/34/112 à 115
- De mars à juin 1815 : arrêtés et décrets en AF/IV
- D'août 1815 à juin 1840 : BB/34/117 à 239
- De juin 1840 à décembre 1930 : BB/34/370 à 473
- De 1853 à 1861 : voir aussi les décrets de changements de nom conservés au ministère de la Justice.
- Après 1930 : s'adresser à la sous-direction des naturalisations.

Lettres patentes (transcriptions, ampliations)

- Collection de registres au ministère de la Justice (dépôt d'Yvetot ou détruits ?), sauf le registre de mai 1831 à juillet 1833 versé au Archives nationales et coté BB/29/814
- Ampliations, de juillet 1839 à février 1848 : BB/34/370 à 376

Dossiers : BB/11, F/2/I/437 à 441

Autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français

L'obligation d'obtenir une autorisation préalable du Gouvernement pour pouvoir servir à l'étranger ou s'y faire naturaliser a été prescrite par le Code civil (art. 17 et 21) et le décret du 26 août 1811. Les autorisations de servir à l'étranger se sont raréfiées beaucoup sous la Troisième République et ont fini par concerner essentiellement la principauté de Monaco, sauf pendant la Première Guerre mondiale où de telles autorisations ont été accordées pour le service dans les armées alliées ou en Pologne. Un Français naturalisé à l'étranger peut obtenir sa réintégration (Code civil, art. 18). Mais les réintégrations concernent essentiellement les femmes : comme, d'après l'article 19 du Code civil, la femme française qui épousait un étranger suivait la condition de son mari, il en résultait que la femme veuve, divorcée ou dont le mari était naturalisé français devait être réintégrée dans la qualité de Française par décision du Gouvernement (art. 19 du Code civil, loi du 26 juin 1889). La loi du 10 août 1927 a limité les cas où la femme française qui épouse un étranger perd sa nationalité d'origine. À partir de 1873 et jusqu'en 1927, beaucoup d'Alsaciens-Lorrains ont été aussi réintégrés dans la nationalité française.

Décrets, ordonnances, arrêtés, décisions (originaux)

- Période consulaire et impériale : arrêtés et décrets en AF/IV
- De juillet 1814 à mars 1815 : BB/34/112 à 115
- De mars à juin 1815 : arrêtés et décrets en AF/IV
- De juillet/août 1815 à février 1848 : BB/34/117 à 239, BB/30/670, BB/34/374 à 376
- De mars 1848 à décembre 1930 : BB/34/376 à 473, voir aussi BB/30/1602
- Après 1930 : décrets conservés à la sous-direction des naturalisations.

Lettres patentes (transcriptions, ampliatiions)

- Au ministère de la Justice (dépôt d'Yvetot) ou détruites.
- Ampliations d'octobre 1839 à février 1848 : BB/30/670, BB/34/374 à 376

Dossiers : BB/11

Anoblissements, titres, majorats, dotations

Les titres, réintroduits progressivement à partir de l'an XII, ont été codifiés par les statuts du 1^{er} mars 1808. Ils étaient transmissibles, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, sur constitution d'un majorat, ensemble de biens fonciers ou de rentes immobilisées inaliénables et produisant un revenu fixé en fonction du titre auquel il était affecté. Ces majorats pouvaient être dotés par l'Empereur en tout ou en partie. Napoléon a institué aussi, en faveur de ses soldats entre autres, des dotations non attachées à un titre, qui étaient des rentes héréditaires sur le Domaine extraordinaire et dont les règles de possession et de transmission étaient assimilées à celles qui régissaient les majorats (décret du 3 mars 1810). Ces dotations se sont perpétuées jusqu'à nos jours sous forme d'actions sur les canaux d'Orléans et du Loing ; à chaque mutation, le nouveau titulaire doit obtenir un brevet de confirmation ou arrêté d'investiture (décret du 3 mars 1810). La législation et la pratique de la Restauration ont été assez complexes ; la Restauration a réintroduit l'anoblissement et la confirmation de noblesse tout en maintenant l'essentiel de la législation napoléonienne en matière de titres et de majorats ; désormais titres et noblesse sont distincts. De même elle a recréé les Pairs qui disposent d'un pouvoir politique héréditaire. La monarchie de Juillet a été, par contre, très restrictive : interdiction, entre autres, de constituer de nouveaux majorats, abolition progressive de ceux qui existaient (loi du 12 mai 1835). Les titres, abolis par la Révolution de 1848, ont été rétablis par Napoléon III (mais non les majorats). Les Républiques qui ont suivi n'ont pas supprimé les titres existants et ont continué à délivrer des arrêtés d'investiture aux successeurs.

Décrets, ordonnances, arrêtés et décisions (originaux)

- Période impériale : arrêtés et décrets en AF/IV , BB/30/1592
- De mai 1814 à mars 1815 : BB/30/1593, BB/30/1118. Voir aussi BB/34/111 à 115
- De mars à juin 1815 : arrêtés et décrets en AF/IV
- D'août 1815 à 1909 : BB/30/1593 à 1603, BB/30/1118, BB/30/1697, et à défaut, voir la collection générale de BB/34 au moins jusque vers 1830.
- De 1910 à 1928 : BB/34/432 à 465
- De 1929 à nos jours : s'adresser au ministère de la Justice ; mais pour 1930, voir aussi BB/34/473, et de 1930 à 1945, s'adresser, à défaut, à la sous-direction des naturalisations.

Ordonnances de nomination de Pairs

- De 1814 à 1845 : CC 487

Lettres patentes (transcriptions, ampliations)

- Collection de registres (microfilms consultables aux Archives nationales sous les cotes 149 Mi et BB/29), d'avril 1808 à février 1848 et de mars 1862 à mai 1870 ; sauf les registres des brevets d'investiture de dotations sur les canaux du Midi et du Loing, sur le *Monte Napoleone* et l'octroi du Rhin, de juillet 1810 à mars 1814, versés aux Archives nationales et cotés BB/29/802 à 806.
- Pour les titres, de 1808 à mars 1814, transcriptions faites au Sénat : CC 240 à 255.
- Ampliations des brevets d'investiture de dotations, de 1808 à 1813 environ : BB/30/678 à 690, BB/30*/817 et 818.

Dossiers

- De 1808 à 1830 : voir BB/30/625 à 724, BB/30/965 à 1120, BB/30/1589 à 1591.
- Après 1830 : BB/11
- De la Restauration à la 3^e République : voir aussi AB/XIX/2644 à 2679, dossiers provenant des archives des référendaires au Sceau (la plupart des dossiers concernent le Second Empire et la 3^e République).

Armoiries

Avec les titres, Napoléon rétablit les armoiries en faveur des bénéficiaires de ceux-ci (1^{er} statut du 1^{er} mars 1808), puis en faveur des villes, corporations et associations (décret du 17 mai 1809). La Restauration et les régimes ultérieurs ont continué à accorder ou à modifier les armoiries des villes et communes.

Décrets, ordonnances et décisions (originaux)

- Période impériale : arrêtés et décrets en AF/IV , BB/30/1592
- De mai 1814 à mars 1815 : voir BB/30/1118
- De mars à juin 1815 : arrêtés et décrets en AF/IV
- De juillet 1815 à 1901 : BB/30/1593 à 1603, BB/1697
- De 1902 à 1927 : BB/34/419 à 461
- Après 1927 : s'adresser au ministère de la Justice.

Lettres patentes (transcriptions)

- Registres (microfilms consultables aux Archives nationales sous les cotes 149 Mi et BB/29), de 1810 à 1831 et de 1864 à 1870.

Dossiers

- De 1810 à 1830 : voir dans BB/30 les groupes de cotes indiqués au paragraphe précédent « Anoblissements, etc. »
- Après 1830 : BB/11
- De la Restauration à la 3^e République : voir aussi AB/XIX/2644 à 2679, dossiers provenant des archives des référendaires au Sceau (la plupart des dossiers concernent le Second Empire et la 3^e République).

Dispenses pour mariage

Depuis le décret du 20 prairial an XI les dispenses pour mariage, qui sont soit des dispenses d'âge, soit des dispenses de parenté ou d'alliance, sont délivrées par le Gouvernement.

Décrets, ordonnances et arrêtés (originaux)

- Période consulaire et impériale : arrêtés et décrets en AF/IV
- D'avril 1814 à mars 1815 : BB/34/111 à 115
- De mars 1815 à juin 1815 : arrêtés et décrets en AF/IV
- De juillet 1815 à 1847 (?) : BB/34/117 à 251 (lacunes semble-t-il à la fin de la monarchie de Juillet).
- De mars 1848 à 1888 : BB/34/327 à 342
- De 1889 à 1923 : BB/34/396 à 451
- De 1924 à nos jours : s'adresser au ministère de la Justice ; mais voir aussi BB/34/453, 455, 457 et 461.

Dossiers

- De l'an XI à 1860 : BB/15
- À partir de 1860 : BB/11

Changements de nom

La procédure en a été fixée par 18 loi du 11 germinal an XI : ils doivent être prononcés par acte du Gouvernement.

Décrets, ordonnances et arrêtés (originaux)

- Période consulaire et impériale : arrêtés et décrets en AF/IV
- De mai 1814 à mars 1815 : BB/34/111 à 115
- De mars 1815 à juin 1815 : arrêtés et décrets en AF/IV
- De juillet 1815 à 1821 : BB/34/117 à 155, BB/30/1697
- À partir de 1822 : voir au ministère de la Justice ; mais, à défaut, voir aussi la collection générale de BB/34 et BB/34/368 à 473, BB/30/1697.

Dossiers

- De l'an XI à 1820 : BB/12
- À partir de 1821 : BB/11
- De la Restauration à la 3^e République : voir aussi AB/XIX/2644 à 2679, dossiers provenant des archives des référendaires au Sceau (la plupart des dossiers concernent le Second Empire et la 3^e République).

Révocations, rejets

La révocation de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, est faite par acte du chef de l'État. La guerre de 1914-1918, par exemple, a suscité la révocation de la naturalisation d'anciens ressortissants des puissances en guerre contre la France (loi du 7 avril 1915).

Le rejet des demandes s'est fait tantôt par acte du chef de l'État, tantôt par arrêté du ministre de la Justice ; cependant, depuis 1894, le rejet des demandes de naturalisations s'est toujours fait par décret du président de la République. Depuis la loi du 22 juillet 1893, le refus d'enregistrer, pour cause d'indignité, au ministère de la Justice une déclaration faite par un individu en vue de réclamer la qualité de Français, doit être prononcé par décret.

Décrets et arrêtés (originaux) de révocations

- Jusqu'en février 1848 : voir collection générale en BB/34
- De 1849 à 1930 : BB/34/376 à 473

Décrets et arrêtés (originaux) de rejets de demandes

- Avant 1891 : collection générale en BB/34 (?)
- De 1891 à 1930 : BB/34/401 à 473
- Après 1930 : voir à la sous-direction des naturalisations ou au ministère de la Justice.

Dossiers : avec ceux des demandes qui ont abouti.

Remises de droits de sceau

Elles ont pu se faire par décisions du ministre de la Justice ; depuis la loi du 21 avril 1832 elles sont accordées par actes du chef de l'État. Depuis 1849, les remises sont accordées en même temps que la grâce qui donne lieu au paiement des droits.

Ordonnances, décrets et décisions (originaux)

- De juillet 1818 à mars 1832 : BB/30/ 659 ; voir aussi BB/30/1118, BB/30/1593, BB/30/1697.
- De mai 1832 à 1848 : voir collection générale en BB/34, BB/34/376, BB/30/1598.
- De 1848 à 1930 : BB/34/376 à 473, BB/30/1600 à 1602.

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE

BB/34/1/1 à BB/34/1/82 Décrets, ordonnances et arrêtés.

17 juin 1789-4 brumaire an IV

BB/34/1/1	17 juin 1789-15 janvier 1790 (numéros 1 à 88).
BB/34/1/2	16 janvier-18 mars 1790 (numéros 89 à 150).
BB/34/1/3	19 mars-28 avril 1790 (numéros 151 à 230).
BB/34/1/4	29 avril-28 mai 1790 (numéros 231 à 320).
BB/34/1/5	28 mai-23 juin 1790 (numéros 321 à 420).
BB/34/1/6	23 juin-20 juillet 1790 (numéros 421 à 512).
BB/34/1/7	20 juillet-15 août 1790 (numéros 513 à 590).
BB/34/1/8	16 août-9 septembre 1790 (numéros 591 à 657).
BB/34/1/9	9 septembre-8 octobre 1790 (numéros 658 à 740).
BB/34/1/10	8 octobre-3 novembre 1790 (numéros 741 à 830).
BB/34/1/11	3 novembre-16 décembre 1790 (numéros 831 à 970).
BB/34/1/12	17 décembre 1790-30 janvier 1791 (numéros 971 à 1143).
BB/34/1/13	1 ^{er} février-20 mars 1791 (numéros 1144 à 1327).
BB/34/1/14	22 mars-9 mai 1791 (numéros 1328 à 1500).
BB/34/1/15	10 mai-22 juin 1791 (numéros 1501 à 1666).
BB/34/1/16	22 juin-27 juillet 1791 (numéros 1667 à 1809).
BB/34/1/17	27 juillet-29 août 1791 (numéros 1810 à 1944).
BB/34/1/18	30 août-20 septembre 1791 (numéros 1945 à 2056).
BB/34/1/19	20-29 septembre 1791 (numéros 2057 à 2182).
BB/34/1/20	29 et 30 septembre 1791 (numéros 2183 à 2221).
BB/34/1/21	1 ^{er} octobre 1791-14 janvier 1792 (numéros 1 à 175).
BB/34/1/22	15 janvier-15 février 1792 (numéros 176 à 264).
BB/34/1/23	17 février-9 avril 1792 (numéros 265 à 400).
BB/34/1/24	9 avril-26 mai 1792 (numéros 401 à 555).
BB/34/1/25	26 mai-20 juin 1792 (numéros 556 à 650).
BB/34/1/26	21 juin-30 juillet 1792 (numéros 651 à 867).

BB/34/1/27	30 juillet-12 août 1792 (numéros 868 à 1010).
BB/34/1/28	12-23 août 1792 (numéros 1011 à 1200).
BB/34/1/29	23 août-4 septembre 1792 (numéros non identifiés à 1550).
BB/34/1/30	4-15 septembre 1792 (numéros 1551 à 1800).
BB/34/1/31	15-20 septembre 1792 (numéros 1801 à 1917).
BB/34/1/32	21 septembre-31 octobre 1792 (numéros 1 à 280).
BB/34/1/33	1 ^{er} novembre-5 décembre 1792 (numéros 281 à 520).
BB/34/1/34	5-20 décembre 1792 (numéros 521 à 660).
BB/34/1/35	20 décembre 1792-11 janvier 1793 (numéros 661 à 798).
BB/34/1/36	12 janvier-17 février 1793 (numéros 800 à 1063).
BB/34/1/37	17 février-3 mars 1793 (numéros 1064 à 1220).
BB/34/1/38	5-23 mars 1793 (numéros 1221 à 1420).
BB/34/1/39	23 mars-8 avril 1793 (numéros 1421 à 1630).
BB/34/1/40	8-24 avril 1793 (numéros 1631 à 1800).
BB/34/1/41	25 avril-15 mai 1793 (numéros 1801 à 2000).
BB/34/1/42	15 mai-3 juin 1793 (numéros 2001 à 2200).
BB/34/1/43	3-10 juin 1793 (numéros 2201 à 2343).
BB/34/1/44	10-27 juin 1793 (numéros 2344 à 2519).
BB/34/1/45	28 juin-19 juillet 1793 (numéros 2520 à 2800).
BB/34/1/46	19-31 juillet 1793 (numéros 2801 à 3000).
BB/34/1/47	31 juillet-7 août 1793 (numéros 3001 à 3123).
BB/34/1/48	7-19 août 1793 (numéros 3124 à 3278).
BB/34/1/49	19 août-3 septembre 1793 (numéros 3279 à 3471).
BB/34/1/50	3-14 septembre 1793 (numéros 3472 à 3660).
BB/34/1/51	14 septembre-1 ^{er} octobre 1793 (numéros 3661 à 3860).
BB/34/1/52	1 ^{er} -24 octobre 1793 (numéros 3861 à 4060).
BB/34/1/53	25 octobre 1793-11 brumaire an II (numéros 4061 à 4259).
BB/34/1/54	12-30 brumaire an II (numéros 4260 à 4474)
BB/34/1/55	1 ^{er} -18 frimaire an II (numéros 4475 à 4661).

BB/34/1/56	19 frimaire-15 nivôse an II (numéros 4662 à 4900).
BB/34/1/57	15 nivôse-8 pluviôse an II (numéros 4901 à 5150).
BB/34/1/58	8-22 pluviôse an II (numéros 5151 à 5296).
BB/34/1/59	22 pluviôse-11 ventôse an II (numéros 5297 à 5490).
BB/34/1/60	11 ventôse-14 germinal an II (numéros 5491 à 5767).
BB/34/1/61	14 germinal-12 floréal an II (numéros 5768 à 6022).
BB/34/1/62	13 floréal-4 prairial an II (numéros 6023 à 6240).
BB/34/1/63	4-29 prairial an II (numéros 6241 à 6469).
BB/34/1/64	29 prairial-18 messidor an II (numéros 6470 à 6666).
BB/34/1/65	19 messidor-9 thermidor an II (numéros 6667 à 6939, manque 6940).
BB/34/1/66	9-30 thermidor an II (numéros 6941 à 7130).
BB/34/1/67	30 thermidor-28 fructidor an II (numéros 7131 à 7411).
BB/34/1/68	28 fructidor an II-23 vendémiaire an III (numéros 7412 à 7666).
BB/34/1/69	24 vendémiaire-17 frimaire an III (numéros 7667 à 7918).
BB/34/1/70	18 brumaire-8 frimaire an III (numéros 7919 à 8181).
BB/34/1/71	10-20 frimaire an III (numéros 8182 à 8360).
BB/34/1/72	21 frimaire-10 nivôse an III (numéros 8361 à 8538).
BB/34/1/73	10-30 nivôse an III (numéros 8539 à 8758).
BB/34/1/74	1 ^{er} -20 pluviôse an III (numéros 8759 à 8928).
BB/34/1/75	20 pluviôse-13 ventôse an III (numéros 8929 à 9155).
BB/34/1/76	13 ventôse-18 germinal an III (numéros 9156 à 9377).
BB/34/1/77	19 germinal-29 floréal an III (numéros 9378 [ou 9398] à 9641).
BB/34/1/78	1 ^{er} -30 prairial an III (numéros 9642 à 9908).
BB/34/1/79	1 ^{er} messidor-17 thermidor an III (numéros 9909 à 10200).
BB/34/1/80	17 thermidor-21 fructidor an III (numéros 10201 à 10450).
BB/34/1/81	21 fructidor an III-21 vendémiaire an IV (numéros 10451 à 10700).
BB/34/1/82	21 vendémiaire-4 brumaire an IV (numéros 10701 à 10848).

BB/34/2/1 à BB/34/288 Décrets, ordonnances et arrêtés.

12 brumaire an IV-26 mai 1940

BB/34/2/1	12 brumaire-30 ventôse an IV (numéros 1 à 178).
BB/34/2/2	2 germinal-14 prairial an IV (numéros 179 à 342).
BB/34/3	16 prairial-30 thermidor an IV (numéros 343 à 513).
BB/34/4	1 ^{er} fructidor an IV-30 vendémiaire an V (numéros 514 à 669).
BB/34/5	1 ^{er} brumaire-27 nivôse an V (numéros 670 à 868).
BB/34/6	1 ^{er} pluviôse-14 germinal an V (numéros 869 à 1024).
BB/34/7	17 germinal-28 messidor an V (numéros 1025 à 1194).
BB/34/8	2 thermidor an V-15 brumaire an VI (numéros 1195 à 1373).
BB/34/9	16 brumaire-29 nivôse an VI (numéros 1374 à 1515).
BB/34/10	3 pluviôse-11 germinal an VI (numéros 1516 à 1713).
BB/34/11	16 germinal-6 messidor an VI (numéros 1714 à 1889).
BB/34/12	16 messidor-2 ^e j. c. an VI (numéros 1890 à 2067).
BB/34/13	2 vendémiaire-15 frimaire an VII (numéros 2068 à 2284).
BB/34/14	16 frimaire-29 pluviôse an VII (numéros 2285 à 2496).
BB/34/15	1 ^{er} ventôse-13 floréal an VII (numéros 2497 à 2697).
BB/34/16	16 floréal-14 messidor an VII (numéros 2698 à 2887).
BB/34/17	16 messidor-6 ^e j. c. an VII (numéros 2888 à 3072).
BB/34/18	3 vendémiaire-29 frimaire an VIII (numéros 3073 à 3277).
BB/34/19	1 ^{er} nivôse-14 ventôse an VIII (numéros 3278 à 3434).
BB/34/20	16 ventôse-29 germinal an VIII (numéros 3435 à 3537).
BB/34/21	1 ^{er} floréal-13 prairial an VIII (numéros 3538 à 3601, <i>début</i>).
BB/34/22	13 prairial an VIII (numéros 3601, <i>fin</i> et 3602).
BB/34/23	13 prairial-15 thermidor an VIII (numéros 3603 à 3697).
BB/34/24	16 thermidor-5 ^e j. c. an VIII (numéros 3698 à 3782).
BB/34/25	3 vendémiaire-15 frimaire an IX (numéros 3783 à 3899).
BB/34/26	16 frimaire-28 pluviôse an IX (numéros 3900 à 4027).
BB/34/27	2 ventôse-29 germinal an IX (numéros 4029 à 4133).
BB/34/28	5 floréal-13 messidor an IX (numéros 4134 à 4278).

BB/34/29	17 messidor-4 ^e j. c. an IX (numéros 4279 à 4458).
BB/34/30	3 vendémiaire-9 brumaire an X (numéros 4459 à 4578).
BB/34/31	13 brumaire-14 frimaire an X (numéros 4579 à 4690).
BB/34/32	17 frimaire-29 nivôse an X (numéros 4691 à 4804).
BB/34/33	3 pluviôse-29 ventôse an X (numéros 4805 à 4975).
BB/34/34	5 germinal-4 floréal an X (numéros 4976 à 5063).
BB/34/35	6 floréal-20 prairial an X (numéros 5064 à 5229).
BB/34/36	22 prairial-14 thermidor an X (numéros 5230 à 5414).
BB/34/37	16 thermidor-19 fructidor an X (numéros 5415 à 5538).
BB/34/38	2 vendémiaire-29 brumaire an XI (numéros 5581 à 5774).
BB/34/39	2 frimaire-30 nivôse an XI (numéros 5775 à 5975).
BB/34/40	1 ^{er} pluviôse-14 ventôse an XI (numéros 5976 à 6150).
BB/34/41	17 ventôse-30 germinal an XI (numéros 6151 à 6347).
BB/34/42	1 ^{er} floréal-8 prairial an XI (numéros 6348 à 6543).
BB/34/43	17 prairial-16 messidor an XI (numéros 6544 à 6702 <i>bis</i>).
BB/34/44	19 messidor-22 thermidor an XI (numéros 6703 à 6897).
BB/34/45	25 thermidor-25 fructidor an XI (numéros 6898 à 7099 <i>bis</i>).
BB/34/46	28 fructidor an XI- 27 vendémiaire an XII (numéros 7100 à 7323).
BB/34/47	29 vendémiaire-10 frimaire an XII (numéros 7324 à 7523).
BB/34/48	11 frimaire-30 nivôse an XII (numéros 7524 à 7703 <i>bis</i>).
BB/34/49	4 pluviôse-9 ventôse an XII (numéros 7704 à 7849).
BB/34/50	10 ventôse-29 germinal an XII (numéros 7850 à 8046).
BB/34/51	1 ^{er} floréal-25 prairial an XII (numéros 8047 à 8256 <i>bis</i>).
BB/34/52	2 messidor-15 thermidor an XII (numéros 8257 à 8421).
BB/34/53	17 thermidor-4 ^e j. c. an XII (numéros 8422 à 8611).
BB/34/54	3 vendémiaire-9 frimaire an XIII (numéros 8612 à 8827).
BB/34/55	21 frimaire-27 nivôse an XIII (numéros 8828 à 8934).
BB/34/56	2 pluviôse-30 ventôse an XIII (numéros 8935 à 9162).
BB/34/57	1 ^{er} germinal-16 floréal an XIII (numéros 9163 à 9331).

BB/34/58	20 floréal-25 prairial an XIII (numéros 9332 à 9508).
BB/34/59	4 messidor-10 thermidor an XIII (numéros 9509 à 9672).
BB/34/60	13 thermidor-4 ^e j. c. an XIII (numéros 9673 à 9878).
BB/34/61	1 ^{er} vendémiaire-6 nivôse an XIV (numéros 9880 à 10166).
BB/34/62	1 ^{er} janvier-28 février 1806 (numéros 10167 à 10405 <i>bis</i>).
BB/34/63	1 ^{er} mars-10 avril 1806 (numéros 101406 à 10560).
BB/34/64	12 avril-11 juin 1806 (numéros 10561 à 10814).
BB/34/65	13 juin-28 juillet 1806 (numéros 10815 à 11019).
BB/34/66	31 juillet-20 septembre 1806 (numéros 11020 à 11225).
BB/34/67	23 septembre-26 décembre 1806 (numéros 11226 à 11468).
BB/34/68	2 janvier-10 mars 1807 (numéros 11469 à 11716 <i>bis</i>).
BB/34/69	16 mars-27 mai 1807 (numéros 11717 à 11972).
BB/34/70	31 mai-31 juillet 1807 (numéros 11973 à 12262).
BB/34/71	4 août-21 septembre 1807 (numéros 12263 à 12513).
BB/34/72	27 septembre 1807-11 janvier 1808 (numéros 12515 à 12750).
BB/34/73	11 janvier-19 février 1808 (numéros 12751 à 13034).
BB/34/74	21 février-31 mars 1808 (numéros 13035 à 13249).
BB/34/75	1 ^{er} avril-16 juin 1808 (numéros 13250 à 13525 <i>ter</i>).
BB/34/76	24 juin-11 août 1808 (numéros 13526 à 13793 <i>bis</i>).
BB/34/77	16 août-5 octobre 1808 (numéros 13794 à 14034).
BB/34/78	19 octobre-31 décembre 1808 (numéros 14035 à 14308).
BB/34/79	1 ^{er} janvier-14 février 1809 (numéros 14309 à 14577).
BB/34/80	17 février-13 avril 1809 (numéros 14578 à 14841).
BB/34/81	25 avril-4 juin 1809 (numéros 14842 à 15027 <i>bis</i>).
BB/34/82	11 juin-10 août 1809 (numéros 15028 à 15306).
BB/34/83	15 août-13 octobre 1809 (numéros 15307 à 15592).
BB/34/84	15 octobre-17 décembre 1809 (numéros 15593 à 15850).
BB/34/85	22 décembre 1809-20 février 1810 (numéros 15851 à 16057).
BB/34/86	25 février-16 avril 1810 (numéros 16058 à 16279).

BB/34/87	18 avril-10 juin 1810 (numéros 16280 à 16557).
BB/34/88	11 juin-18 juillet 1810 (numéros 16558 à 16793).
BB/34/89	19 juillet-5 septembre 1810 (numéros 16794 à 17030 <i>bis</i>).
BB/34/90	8 septembre-22 octobre 1810 (numéros 17031 à 17264).
BB/34/91	27 octobre-15 novembre 1810 (numéros 17265 à 17394).
BB/34/92	18 novembre-25 décembre 1810 (numéros 17395 à 17560).
BB/34/93	26 décembre 1810-3 février 1811 (numéros 17561 à 17711).
BB/34/94	6 février-29 mars 1811 (numéros 17712 à 17927 <i>bis</i>).
BB/34/95	1 ^{er} avril-31 mai 1811 (numéros 17928 à 18142).
BB/34/96	1 ^{er} juin-31 juillet 1811 (numéros 18143 à 18322).
BB/34/97	1 ^{er} août-30 septembre 1811 (numéros 18323 à 18532).
BB/34/98	3 octobre-5 décembre 1811 (numéros 18533 à 18702).
BB/34/99	9 décembre 1811-30 janvier 1812 (numéros 18703 à 18894).
BB/34/100	2 février-10 avril 1812 (numéros 18895 à 19107).
BB/34/101	12 avril-20 juin 1812 (numéros 19108 à 19312).
BB/34/102	1 ^{er} juillet-26 septembre 1812 (numéros 19313 à 19583).
BB/34/103	5 octobre 1812-7 janvier 1813 (numéros 19584 à 19831).
BB/34/104	8-31 janvier 1813 (numéros 19832 à 20069).
BB/34/105	1 ^{er} février-18 mars 1813 (numéros 20070 à 20278).
BB/34/106	19 mars-17 mai 1813 (numéros 20279 à 20523).
BB/34/107	22 mai-12 août 1813 (numéros 20524 à 20784).
BB/34/108	13 août-30 octobre 1813 (numéros 20785 à 21049 <i>bis</i>).
BB/34/109	2 novembre-31 décembre 1813 (numéros 21050 à 21291).
BB/34/110	1 ^{er} janvier-26 mars 1814 (numéros 21292 à 21558).
BB/34/111	1 ^{er} avril-30 juin 1814 (numéros 21559 à 21748).
BB/34/112	1 ^{er} juillet-13 septembre 1814 (numéros 21749 à 21966).
BB/34/113	16 septembre-29 novembre 1814 (numéros 21967 à 22248).
BB/34/114	2 décembre 1814-27 janvier 1815 (numéros 22249 à 22983).
BB/34/115	28 janvier-31 mars 1815 (numéros 22984 à 23254).

BB/34/116	3 avril-25 mai 1815 (numéros 23255 à 23454).
BB/34/117	26 mai-28 août 1815 (numéros 23455 à 23677).
BB/34/118	29 août-18 novembre 1815 (numéros 23678 à 23958).
BB/34/119	20 novembre 1815-24 janvier 1816 (numéros 23958 <i>bis</i> à 24146).
BB/34/120	26 janvier-30 mars 1816 (numéros 24148 à 24366).
BB/34/121	2 avril-9 juin 1816 (numéros 24367 à 24590 <i>bis</i>).
BB/34/122	12 juin-10 août 1816 (numéros 24591 à 24792).
BB/34/123	13 août-25 septembre 1816 (numéros 24793 à 24958).
BB/34/124	2 octobre-18 décembre 1816 (numéros 24966 à 25235).
BB/34/125	20 décembre 1816-15 février 1817 (numéros 25235 <i>bis</i> à 25428).
BB/34/126	16 février-30 avril 1817 (numéros 25429 à 25733 <i>bis</i>).
BB/34/127	7 mai-15 juillet 1817 (numéros 25735 à 25924 <i>ter</i>).
BB/34/128	16 juillet-8 octobre 1817 (numéros 25925 à 26131 <i>bis</i>).
BB/34/129	15 octobre-31 décembre 1817 (numéros 26132 à 26357).
BB/34/130	9 janvier-25 mars 1818 (numéros 26358 à 26530).
BB/34/131	1 ^{er} avril-14 juin 1818 (numéros 26531 à 26715).
BB/34/132	17 juin-12 août 1818 (numéros 26716 à 26880).
BB/34/133	19 août-21 octobre 1818 (numéros 26881 à 27025).
BB/34/134	21 octobre-3 décembre 1818 (numéros 27026 à 27126).
BB/34/135	7 décembre 1818-6 février 1819 (numéros 27127 à 27278).
BB/34/136	10 février-7 avril 1819 (numéros 27280 à 27437).
BB/34/137	9 avril-27 juillet 1819 (numéros 27438 à 27647).
BB/34/138	3-31 août 1819 (numéros 27648 à 27746).
BB/34/139	1 ^{er} septembre-14 octobre 1819 (numéros 27747 à 27863).
BB/34/140	20 octobre-15 décembre 1819 (numéros 27864 à 28008 <i>bis</i>).
BB/34/141	16 décembre 1819-8 février 1820 (numéros 28009 à 28149).
BB/34/142	11 février-31 mars 1820 (numéros 28150 à 28320).
BB/34/143	1 ^{er} avril-31 mai 1820 (numéros 28321 à 28474).
BB/34/144	1 ^{er} juin-15 juillet 1820 (numéros 28475 à 28607 <i>bis</i>).

BB/34/145	16 juillet-16 août 1820 (numéros 28608 à 28706).
BB/34/146	18 août-30 septembre 1820 (numéros 28707 à 28808 <i>bis</i>).
BB/34/147	2 octobre-1 ^{er} novembre 1820 (numéros 28809 à 28910).
BB/34/148	3 novembre-20 décembre 1820 (numéros 28911 à 29054).
BB/34/149	21 décembre 1820-15 février 1821 (numéros 29055 à 29178).
BB/34/150	20 février-4 avril 1821 (numéros 29179 à 29315).
BB/34/151	6 avril-6 juin 1821 (numéros 29316 à 29452).
BB/34/152	8 juin-8 août 1821 (numéros 29453 à 29613 <i>bis</i>).
BB/34/153	9 août-30 septembre 1821 (numéros 29614 à 29736).
BB/34/154	3 octobre-8 décembre 1821 (numéros 29737 à 29887 <i>bis</i>).
BB/34/155	11 décembre 1821-31 janvier 1822 (numéros 29888 à 30058).
BB/34/156	1 ^{er} février-30 mars 1822 (numéros 30059 à 30207).
BB/34/157	1 ^{er} avril-15 mai 1822 (numéros 30207 <i>bis</i> à 30366).
BB/34/158	17 mai-15 juillet 1822 (numéros 30372 à 30521).
BB/34/159	17 juillet-13 septembre 1822 (numéros 30522 à 30701).
BB/34/160	14 septembre-13 novembre 1822 (numéros 30702 à 30864).
BB/34/161	16 novembre-31 décembre 1822 (numéros 30865 à 31010).
BB/34/162	1 ^{er} janvier-14 janvier 1823 (numéros 31011 à 31161).
BB/34/163	19 février-16 mars 1823 (numéros 31162 à 31263).
BB/34/164	17 mars-30 avril 1823 (numéros 31264 à 31417).
BB/34/165	7 mai-13 juillet 1823 (numéros 31418 à 31596).
BB/34/166	16 juillet-12 août 1823 (numéros 31597 à 31707).
BB/34/167	13 août-15 octobre 1823 (numéros 31708 à 31866).
BB/34/168	10 octobre-17 décembre 1823 (numéros 31867 à 32068).
BB/34/169	20 décembre 1823-11 février 1824 (numéros 32069 à 32249).
BB/34/170	13 janvier-7 avril 1824 (numéros 32250 à 32411).
BB/34/171	8 avril-2 juin 1824 (numéros 32412 à 32577).
BB/34/172	3 juin-21 juillet 1824 (numéros 32578 à 32734).
BB/34/173	23 juillet-31 août 1824 (numéros 32735 à 32879).

BB/34/174	1 ^{er} septembre-4 novembre 1824 (numéros 32880 à 33045).
BB/34/175	6 novembre-22 décembre 1824 (numéros 33046 à 33191).
BB/34/176	23 décembre 1824-15 février 1825 (numéros 33192 à 33327).
BB/34/177	16 février-20 avril 1825 (numéros 33328 à 33518).
BB/34/178	22 avril-15 juin 1825 (numéros 33520 à 33674).
BB/34/179	18 juin-21 août 1825 (numéros 33675 à 33856).
BB/34/180	24 août-5 octobre 1825 (numéros 33857 à 33983).
BB/34/181	9 octobre-7 décembre 1825 (numéros 33984 à 34153).
BB/34/182	10 décembre 1825-8 février 1826 (numéros 34154 à 34331).
BB/34/183	11 février-11 avril 1826 (numéros 34332 à 34492 <i>bis</i>).
BB/34/184	12 avril-11 juin 1826 (numéros 34493 à 34646).
BB/34/185	14 juin-31 juillet 1826 (numéros 34647 à 34791).
BB/34/186	1 ^{er} août-27 septembre 1826 (numéros 34792 à 34960).
BB/34/187	30 septembre-12 novembre 1826 (numéros 34961 à 35104).
BB/34/188	15 novembre-31 décembre 1826 (numéros 35105 à 35238).
BB/34/189	3 janvier-28 février 1827 (numéros 35239 à 35397).
BB/34/190	4 mars-30 avril 1827 (numéros 35398 à 35553).
BB/34/191	2 mai-30 juin 1827 (numéros 35554 à 35729).
BB/34/192	1 ^{er} juillet-11 août 1827 (numéros 35730 à 35873).
BB/34/193	12 août-27 septembre 1827 (numéros 35874 à 36023).
BB/34/194	30 septembre-31 octobre 1827 (numéros 36024 à 36146).
BB/34/195	3 novembre-2 décembre 1827 (numéros 36147 à 36275).
BB/34/196	6 décembre 1827-18 janvier 1828 (numéros 36276 à 36452).
BB/34/197	20 janvier-31 janvier 1828 (numéros 36453 à 36520).
BB/34/198	1 ^{er} février-26 mars 1828 (numéros 36521 à 36728).
BB/34/199	27 mars-17 mai 1828 (numéros 36729 à 36910).
BB/34/200	18 mai-2 juillet 1828 (numéros 36911 à 37064).
BB/34/201	6 juillet-17 août 1828 (numéros 37065 à 37229).
BB/34/202	20 août-20 septembre 1828 (numéros 37230 à 37344).

BB/34/203	21 septembre-31 octobre 1828 (numéros 37345 à 37448).
BB/34/204	2 novembre-30 novembre 1828 (numéros 37449 à 37562).
BB/34/205	1 ^{er} décembre-31 décembre 1828 (numéros 37563 à 37693).
BB/34/206	4 janvier-28 février 1829 (numéros 37694 à 37876).
BB/34/207	1 ^{er} mars-15 avril 1829 (numéros 37877 à 38045).
BB/34/208	18 avril-30 mai 1829 (numéros 38046 à 38181).
BB/34/209	31 mai-15 juillet 1829 (numéros 38182 à 38347).
BB/34/210	18 juillet-24 août 1829 (numéros 38348 à 38483).
BB/34/211	26 août-25 octobre 1829 (numéros 38484 à 38697).
BB/34/212	26 octobre-13 décembre 1829 (numéros 38698 à 38897).
BB/34/213	14 décembre 1829-31 janvier 1830 (numéros 38898 à 39057).
BB/34/214	3 février-31 mars 1830 (numéros 39058 à 39242).
BB/34/215	1 ^{er} avril-14 mai 1830 (numéros 39243 à 39400).
BB/34/216	16 mai-9 juin 1830 (numéros 39401 à 39506).
BB/34/217	13 juin-125 juillet 1830 (numéros 39507 à 39640).
BB/34/218	29 juillet-31 décembre 1830 (pas de numéros).
BB/34/219	1 ^{er} janvier-29 juin 1831 (pas de numéros).
BB/34/220	4 juillet-31 décembre 1831 (pas de numéros).
BB/34/221	2 janvier-31 juillet 1832 (pas de numéros).
BB/34/222	3 août-30 novembre 1832 (pas de numéros).
BB/34/223	3 décembre 1832-30 avril 1833 (pas de numéros).
BB/34/224	1 ^{er} mai-24 octobre 1833 (pas de numéros).
BB/34/225	1 ^{er} novembre 1833-31 mars 1834 (numéros 1585 à 1906).
BB/34/226	2 avril-30 juillet 1834 (numéros 1889 à 2194).
BB/34/227	1 ^{er} août- 31 décembre 1834 (numéros 2199 à 2501).
BB/34/228	2 janvier 1835-28 mai 1835 (pas de numéros).
BB/34/229	1 ^{er} juin-31 octobre 1835 (numéros 2756 à 3197).
BB/34/230	1 ^{er} novembre 1835-28 février 1836 (numéros 3143 à 3344).
BB/34/231	1 ^{er} mars-31 juillet 1836 (numéros 3427 à 3625).

BB/34/232	1 ^{er} août 1836-24 janvier 1837 (numéros 3627 et suivants).
BB/34/233	1 ^{er} février 1837-31 mai 1837 (pas de numéros).
BB/34/234	1 ^{er} juillet-30 novembre 1837 (numéros 4351 à 4708).
BB/34/235	1 ^{er} décembre 1837-28 mai 1838 (numéros 4684 à 5065).
BB/34/236	30 mai-28 novembre 1838 (numéros non identifiés à 5379).
BB/34/237	1 ^{er} décembre 1838-31 mars 1839 (numéros 5386 à 5674).
BB/34/238	4 avril-29 octobre 1839 (numéros 5681 à 6034).
BB/34/239	1 ^{er} novembre 1839-30 juin 1840 (numéros 6049 à 6394).
BB/34/240	1 ^{er} juillet 1840-31 décembre 1840 (numéros non identifiés à 6697).
BB/34/241	1 ^{er} janvier-30 septembre 1841 (numéros 6682 puis numéros non identifiés).
BB/34/242	2 octobre 1841-30 juin 1842 (numéros 7058 puis numéros non identifiés).
BB/34/243	1 ^{er} juillet-31 décembre 1842 (numéros 7555 à 7832).
BB/34/244	1 ^{er} janvier-25 juin 1843(numéros 7837 à 8203). Contient aussi des décrets du Sceau portant sur les admissions à domicile, les naturalisations, les changements de nom, les réintégrations dans la qualité de Français.
BB/34/245	3 juillet 1843-31 mars 1844 (numéros non identifiés à 8709).
BB/34/246	1 ^{er} avril-31 décembre 1844 (numéros 8705 à 9206).
BB/34/247	18 janvier-26 juin 1845 (pas de numéros).
BB/34/248	3 juillet-31 décembre 1845 (numéros 9536 à 9915).
BB/34/249	1 ^{er} janvier-30 juin 1846 (numéros 9945 à 10695).
BB/34/250	6 juillet 1846-31 mars 1847 (numéros 10233 à 12097).
BB/34/251	1 ^{er} avril-27 décembre 1847 (numéros 10801 à 11506). Le système de numérotation semble avoir été modifié.
BB/34/252	2 janvier-30 décembre 1848 (numéros 11507 à 12809).
BB/34/253	17 janvier-31 décembre 1849 (numéros 12830 à 13683).
BB/34/254	2 janvier-31 décembre 1850 (numéros 13684 à 14813).
BB/34/255	2 janvier-30 décembre 1851 (numéros 14807 à 15796).
BB/34/256	5 janvier-22 décembre 1852 (numéros 15786 à 16767).
BB/34/257	3 janvier-31 décembre 1853 (numéros 16724 à 17511).

BB/34/258	6 janvier-30 décembre 1854 (numéros 17515 à 18217).
BB/34/259	6 janvier-28 décembre 1855 (numéros 18223 à 18816).
BB/34/260	2 janvier 1856-30 décembre 1857 (numéros 21297 à 25752).
BB/34/261	7 janvier 1858-31 décembre 1859 (sans numéros).
BB/34/262	7 janvier-31 décembre 1860 (sans numéros).
BB/34/263	4 janvier 1861-29 décembre 1862 (numéros 22302 à 23883).
BB/34/264	5 janvier 1863-31 décembre 1864 (numéros 23884 à 25359).
BB/34/265	2 janvier 1865-27 décembre 1866 (numéros 25369 à 26707).
BB/34/266	3 janvier 1867-30 décembre 1869 (numéros 26723 à 29417).
BB/34/267	2 janvier-30 octobre 1870 (29463 pour les premiers numéros ; sans numéro ensuite).
BB/34/268	1 ^{er} novembre 1870-30 décembre 1871. À partir de ce carton les numéros correspondent à une logique interne à chaque ministère et ne sont plus séquentiels.
BB/34/269	10 janvier 1872-30 décembre 1874.
BB/34/270	4 janvier 1875-28 décembre 1876. Dont un gros dossier sur l'organisation judiciaire en Algérie, décret du 10 août 1875.
BB/34/271	6 janvier 1877-31 décembre 1879.
BB/34/272	6 janvier 1880-31 décembre 1881.
BB/34/273	3 janvier 1882-30 décembre 1884.
BB/34/274	12 janvier 1885-30 décembre 1887.
BB/34/275	9 janvier 1888-30 décembre 1890.
BB/34/276	9 janvier 1891-24 décembre 1894.
BB/34/277	8 janvier 1895-29 décembre 1897.
BB/34/278	4 janvier 1898-29 décembre 1899.
BB/34/279	9 janvier 1900-26 décembre 1903.
BB/34/280	13 janvier 1904-29 décembre 1906.
BB/34/281	9 janvier 1907-30 décembre 1908.
BB/34/282	7 janvier 1909-31 décembre 1910.
BB/34/283	4 janvier 1911-31 décembre 1913.

BB/34/284	3 janvier 1914-31 décembre 1918.
BB/34/285	8 janvier 1919-27 décembre 1920.
BB/34/286	7 janvier 1921-31 décembre 1923.
BB/34/287	3 janvier 1924-2 février 1928.
BB/34/288	5 janvier 1928-26 mai 1940.

BB/34/289/1 à 301 Arrêtés relatifs au personnel de l'administration centrale.

1823-1931

BB/34/289/1	Février 1823-29 octobre 1847.
BB/34/289/2	17 janvier 1847-28 décembre 1861 (numéros 10677 à 23141).
BB/34/290	1 ^{er} mars 1862-31 décembre 1870 (numéros 23284 à 30531).
BB/34/291	4 janvier 1871-31 décembre 1878 (numéros 30534 à 45744).
BB/34/292	4 janvier 1879-28 décembre 1887 (numéros 45691 à 52367).
BB/34/293	1 ^{er} janvier 1888-30 décembre 1893 (numéros 52356 à 58247).
BB/34/294	1 ^{er} janvier 1894-20 décembre 1898 (numéros 58255 à 64253).
BB/34/295	3 janvier 1899-31 décembre 1900 (numéros 64278 à 70954).
BB/34/296	3 janvier 1907-31 décembre 1914 (numéros 70964 à 79638).
BB/34/297	22 janvier 1915-31 décembre 1921 (numéros 76901 à 85784).
BB/34/298	2 janvier 1922-28 décembre 1924 (numéros 85785 à 86331).
BB/34/299	2 janvier 1925-31 décembre 1927 (numéros 86332 à 86869).
BB/34/300	4 janvier 1928-10 décembre 1930 (numéros 87921 et suivants, puis sans numéro).
BB/34/301	10 mai 1930-31 décembre 1931.

BB/34/302 à 306. Arrêtés relatifs au personnel (magistrats et greffiers) des cours d'appel, tribunaux de première instance, justices de paix et tribunaux de commerce.

1913-1925

BB/34/302	7 janvier 1913-31 décembre 1914 (numéros 75116 à 79636). Magistrats. 20 janvier 1913-12 novembre 1914 (numéros 75136 à 76873). Greffiers.
BB/34/303	1 ^{er} janvier 1915-31 décembre 1917 (numéros 76888 à 81327).
BB/34/304	5 janvier 1918-31 décembre 1919 (numéros 81037 à 81765).

- BB/34/305 31 décembre 1920-7 janvier 1922 (numéros 81922 à 84083).
- BB/34/306 5 janvier-31 décembre 1923 (numéros 85981 à 86186). 8 janvier-28 décembre 1923 (numéros 84103 à 82810). 12 janvier-30 décembre 1924 (numéros 84272 à 83765). 3 janvier-31 décembre 1925 (numéros 84338 à 84120).
- En outre, pour ces deux dernières années, on trouve des arrêtés relatifs aux tribunaux de pensions et aux commissions de dommages de guerre.

BB/34/307 et 308 Arrêtés relatifs aux juges de paix et suppléants.

1926-1935

- BB/34/307 28 janvier 1926-23 décembre 1930 (numéros 87620 à 87722).
Décrets de suppléants de paix.
28 décembre 1925-31 décembre 1929 (numéros 87887 à 87891).
Arrêtés (tableau d'avancement) de juges de paix.
2 août 1926-15 novembre 1930 (numéros 87894 à 87910).
Décrets et arrêtés concernant l'examen professionnel d'aptitude aux fonctions de juge de paix.
1^{er} juin 1926-4 décembre 1930 (numéros 87834 à 87869).
Décrets de rattachement de justices de paix.
29 juillet 1927-4 février 1928 (numéros 87870 à 87872).
Décrets de mise en disponibilité de juges de paix.
27 décembre 1926-25 novembre 1930 (numéros 87873 à 87879).
Arrêtés de maintien en fonction de juges de paix.
28 janvier 1926-29 juin 1930 (numéros 87880 à 87886).
Décrets de nomination de membres de la commission du tableau d'avancement des juges de paix.
16 janvier 1926-15 janvier 1929 (numéros 87825 à 87833).
Décrets d'admission de juges de paix à la retraite.
30 janvier 1926-27 décembre 1930 (numéros 87170 à 87619).
Décrets de juges de paix.
- BB/34/308 13 janvier 1931-28 décembre 1935.
Décrets de juges de paix.
13 janvier 1931-10 décembre 1935.
Décrets de suppléants de juges de paix.
16 mai 1935.
Arrêtés désignant les membres de la commission de discipline des juges de paix.
8 février 1931-26 décembre 1935.
Décrets de rattachement de justice de paix.
12 juin 1931-30 juin 1935.

Décrets de nomination des membres de la commission du tableau d'inscription des juges de paix.

14 mars 1931-9 novembre 1935.

Décrets et arrêtés concernant l'examen d'aptitude aux fonctions de juges de paix.

31 décembre 1930-31 décembre 1934.

Arrêtés du tableau d'avancement des juges de paix.

BB/34/309 Arrêtés relatifs aux greffiers.

23 janvier 1926-25 décembre 1935

BB/34/310 Greffiers d'Alsace-Lorraine et Conseils de prud'hommes.

13 janvier 1913-16 novembre 1935

1. Arrêtés relatifs aux greffiers d'Alsace-Lorraine (1926-1935).

9 avril 1926-9 novembre 1935 (numéros 87723 et suivants, les derniers arrêtés sont dépourvus de numéros).

Décrets de greffiers d'Alsace-Lorraine.

17 mars 1926-26 octobre 1935 (numéros 87802 et suivants, les derniers arrêtés sont dépourvus de numéros).

Décrets de suppléants de greffiers d'Alsace-Lorraine.

2. Médailles d'honneur des conseils de prud'hommes (1921-1935).

30 décembre 1921-18 décembre 1930 (numéros 87911 à 87920).

Diplômes d'honneur aux prud'hommes.

17 août 1931-16 novembre 1935.

Diplômes d'honneur aux prud'hommes.

13 janvier-17 décembre 1913 (numéros 75126 à 76532).

Médailles d'honneur aux secrétaires de conseils de prud'hommes.

3. Conseils de prud'hommes (1914-1918).

17 janvier-24 novembre 1914 (numéros 76583 à 76877).

Conseils de Prud'hommes.

20 septembre 1917-31 octobre 1918 (numéros 81100 à 81105).

Prud'hommes, décrets et arrêtés.

BB/34/311 à 314 Arrêtés relatifs aux officiers publics et ministériels.

1846-1935

BB/34/311 4 novembre 1846-25 mars 1867 (numéros 10564 à 26958)

Règlements de notaires

4 janvier 1913-29 décembre 1919 (numéros 80236 à 80578)

Décrets d'officiers publics et ministériels

BB/34/312 16 janvier 1920-27 décembre 1923 (numéros 80636 à 88381).

BB/34/313 8 janvier 1924-2830 décembre 1928 (numéros 88383 à 88686).

BB/34/314 4 janvier 1930-24 décembre 1935 (numéros 88737 et suivants, les

derniers arrêtés sont dépourvus de numéros).

BB/34/315 à 317 Décrets relatifs au Conseil d'État. 1870-1927

- BB/34/315 2 janvier 1870-17 décembre 1878 (numéros 43872 à 45648).
BB/34/316 28 janvier 1879-21 décembre 1901 (numéros 45727 à 67218).
BB/34/317 27 janvier 1902-29 décembre 1927 (numéros 67259 à 85344).

BB/34/318 Décrets de pensions et arrêtés de secours. 1870-1903

18 janvier 1888-13 juin 1901.
Décrets de pensions de personnel.
28 janvier 1894-26 mai 1903.
Décrets de pensions de veuves et orphelins.
16 juillet 1870-17 décembre 1874 (numéros 30174 à 43647).
Arrêtés de secours.

BB/34/319 à 324 Arrêtés de secours. 1876-1918

- BB/34/319 5 janvier 1875-12/01/1881 (numéros 43649 et suivants, les derniers arrêtés sont dépourvus de numéros).
BB/34/320 10 janvier 1881-12 février 1887 (numéros 47387 et suivants, les derniers arrêtés sont dépourvus de numéros).
Contient aussi des lettres de demande de secours.
BB/34/321 3 janvier 1887-24 décembre 1890 (numéros 54091 à 56151).
BB/34/322 2 janvier 1891-27 décembre 1899 (numéros 56785 à 65600).
BB/34/323 20 décembre 1900-30 décembre 1908 (numéros 66457 à 71786).
BB/34/324 20 janvier 1909-2 novembre 1918 (numéros 72942 et suivants, les derniers arrêtés sont dépourvus de numéros).

BB/34/325 Arrêtés de délégations (9 janvier 1879-27 décembre 1881, numéros 45714 à 47881 et 13 janvier 1891-4 avril 1900, numéros 55964 à 65772).
9 janvier 1879-4 avril 1900

BB/34/326 Ordonnances et arrêtés de dispenses pour mariage. 6 mars 1822-5 août 1832

BB/34/327 à 342 Décrets et arrêtés de dispenses pour mariage 1848-1888

- BB/34/327 16 mars 1848-30 décembre 1849 (numéros 11632 à 14396).

BB/34/328	14 janvier 1850-31 décembre 1852 (numéros 14003 à 17365).
BB/34/329	5 janvier 1853-29 décembre 1855 (numéros 17366 à 19103).
BB/34/330	5 janvier 1856-30 décembre 1858 (numéros 19104 à 21498).
BB/34/331	5 janvier 1859-28 décembre 1861 (numéros 21508 à 23382).
BB/34/332	4 janvier 1862-31 décembre 1864 (numéros 27722 à 27945).
BB/34/333	7 janvier 1865-31 décembre 1866 (numéros 27946 à 50587).
BB/34/334	2 janvier 1867-30 décembre 1868 (numéros 50588 à 50755).
BB/34/335	6 janvier 1869-29 décembre 1871 (numéros 50756 à 50961).
BB/34/336	10 janvier 1872-27 décembre 1873 (numéros 50963 à 51063).
BB/34/337	7 janvier-24 décembre 1874 (numéros 51064 à 51147).
BB/34/338	7 janvier 1876-26 décembre 1877 (numéros 51148 à 51216).
BB/34/339	8 janvier 1878-27 décembre 1879 (numéros 51217 à 51287).
BB/34/340	3 janvier 1880-30 décembre 1882 (numéros 51288 à 51421).
BB/34/341	13 janvier 1883-29 décembre 1885 (numéros 55902 à 56286).
BB/34/342	4 janvier 1886-26 décembre 1888 (numéros 56287 à 56434).

BB/34/343 à 361 Décrets, ordonnances et arrêtés d'extradition.

1832-1932

BB/34/343	26 mai 1832-10 décembre 1839 (numéros 84 à 6111).
BB/34/344	6 janvier 1840-27 décembre 1843 (numéros 6145 à 8545).
BB/34/345	7 janvier 1844-26 décembre 1846 (numéros 8556 à 10617).
BB/34/346	11 janvier 1847-28 décembre 1850 (numéros 10667 à 14693).
BB/34/347	2 janvier 1851-31 décembre 1852 (numéros 14702 à 16719).
BB/34/348	5 janvier 1853-23 décembre 1854 (numéros 16729 à 18204).
BB/34/349	17 janvier 1855-31 décembre 1856 (numéros 18229 à 19499).
BB/34/350	3 janvier 1857-10 décembre 1859 (numéros 19507 à 21314).
BB/34/351	21 janvier 1860-27 décembre 1862 (numéros 21395 à 23868).
BB/34/352	14 janvier 1863-20 décembre 1865 (numéros 23906 à 25974).
BB/34/353	3 février 1866-28 décembre 1867 (numéros 26061 à 27528).
BB/34/354	21 janvier 1868-25 décembre 1869 (numéros 27570 à 29386).

BB/34/355	5 janvier 1870-31 décembre 1872 (numéros 29414 à 40754).
BB/34/356	13 janvier 1873-28 décembre 1874 (numéros 40774 à 42338).
BB/34/357	7 janvier 1875-31 décembre 1882 (numéros 42369 à 48666).
BB/34/358	10 janvier 1883-16 décembre 1890 (numéros 48674 à 56022).
BB/34/359	21 janvier 1891-20 décembre 1910 (numéros 56010 à 73489).
BB/34/360	6 janvier 1911-29 décembre 1927 (numéros 73518 à 85346).
BB/34/361	4 janvier 1928-13 décembre 1932 (numéros 85349 à 89027).

BB/34/362 et 363 Décrets de Légion d'honneur (numéros 26790 à 85583).

28 janvier 1867-9 novembre 1920

Ainsi qu'un dossier sur les autorisations de porter des ordres étrangers. 11 mars et 10 juin 1870.

BB/34/364 Naturalisations et réintégrations

1848-1861

Décrets et arrêtés. 2 avril 1848-29 novembre 1849, 7 juin 1851, 24 août 1852, 16 juillet 1853, 26 avril 1855, 30 juillet, 3 et 22 septembre 1857, 13 janvier 1858 et 25 décembre 1861.

BB/34/365 à 367 Décrets de nomination de ministres, de sénateurs et de constitutions de ministères.

1869-1939

BB/34/365	7 août 1869-29 mai 1900 (numéros 29081 à 66275).
BB/34/366	7 juin 1902-9 juin 1924 (numéros 67547 ; puis sans numéros).
BB/34/367	14 juin 1924-18 mai 1940 (sans numéros).

BB/34/368 Ordonnances du roi (ampliements) portant : concessions de lettres de déclaration de naturalité, admissions à domicile, réintégrations dans la qualité de Français, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, autorisation de porter un titre étranger.

12 février 1822-27 décembre 1826

BB/34/369 Ordonnances du roi (ampliements) portant : concessions de lettres de déclaration de naturalité, admissions à domicile, autorisations de servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, changements de nom (24 mai 1829, 28 février 1831).

3 janvier 1827-29 décembre 1826

À partir du 19 juin 1828 la cote des dossiers figure sur les ordonnances.

BB/34/370/1

1^{er} mai 1832-31 décembre 1840

Ordonnances du roi (ampliements) portant : concessions de lettres de déclaration de naturalité, admissions à domicile, autorisations de servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, changements de nom (1^{er} mai 1832). 10 janvier-12 août 1832.

Ordonnances du roi (ampliations) portant remises de droits de sceau. 6 janvier 1837-31 décembre 1840.

Lettres de grandes naturalisations et de naturalisations (ampliations). 31 juillet 1839-30 décembre 1840.

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 21 juin-31 décembre 1840.

BB/34/370/2

16 janvier 1838-20 décembre 1839

Ordonnances du roi (ampliations) portant : concessions de lettres de déclaration de naturalité, admissions à domicile, autorisations de servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, changements de nom (31 janvier 1838, Daubeze-Sambat). 16 janvier 1838-20 décembre 1839.

Arrêté du ministre de la Justice (ampliation) portant nomination d'un peintre en armoiries au bureau du sceau. 31 janvier 1838.

Ces ordonnances et arrêté ont été retrouvés en 1994 dans BB/111/491.

BB/34/371

13 janvier 1841-28 juin 1842

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 22 janvier-26 décembre 1841.

Lettres de naturalisations (ampliations). 13 janvier-23 décembre 1841.

Ordonnances du roi (ampliations) portant remises de droits de sceau. 22 janvier-26 décembre 1841 et 16 janvier-27 juin 1842.

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 12 janvier-23 juin 1842.

Lettres de naturalisations (ampliations). 5 janvier-28 juin 1842.

BB/34/372

12 juillet 1842-31 décembre 1843

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 31 juillet-29 novembre 1842.

Lettres de naturalisations (ampliations). 12 juillet-24 décembre 1842.

Ordonnances du roi (ampliations) portant remises de droits de sceau. 15 juillet-30 décembre 1842 et 29 janvier-17 décembre 1843.

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 23 janvier-31 décembre 1843.

Lettres de naturalisations (ampliations). 10 janvier-28 décembre 1843.

BB/34/373

8 janvier 1844-25 juin 1845

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 15 janvier-30 décembre 1844.

Lettres de naturalisations (ampliations). 8 janvier-28 décembre 1844.

Ordonnances du roi (ampliations) portant remises de droits de sceau. 14 janvier-26 décembre 1844 et 24 janvier-19 juin 1845.

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 5 janvier-25 juin 1845.

Lettres de naturalisations (ampliatiions). 30 janvier-23 juin 1845.

BB/34/374

8 juillet 1845-30 décembre 1846

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations. 30 juillet-25 décembre 1845.

Lettres de naturalisations (ampliatiions). 8 juillet-27 décembre 1845.

Ordonnances du roi (ampliatiions) portant remises de droits de sceau. 23 juillet-25 décembre 1845 et 6 janvier-30 décembre 1846.

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations, d'autorisations de servir à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français. 6 janvier-26 décembre 1846.

Lettres de naturalisations et une (en date du 25 septembre 1846) réintégration dans la qualité de Français (ampliatiions). 8 janvier-28 décembre 1846.

BB/34/375

9 janvier-23 décembre 1847

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations, d'autorisations de servir à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français. 11 janvier-19 décembre 1847.

Lettres de naturalisations, d'autorisations de servir à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français (ampliatiions). 9 janvier-23 décembre 1847.

Ordonnances du roi (ampliatiions) portant remises de droits de sceau. 6 janvier-19 décembre 1847.

BB/34/376

5 janvier 1848-26 décembre 1851

Décisions (originales, avec apostilles sur des rapports du ministre de la Justice) du roi portant concessions de lettres de naturalisations, de réintégration dans la qualité de Français. 10 janvier-14 février 1848.

Lettres de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français (ampliatiions). 5 janvier-15 février 1848.

Arrêtés du gouvernement provisoire, du président du Conseil et de président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français. 8 mars-31 décembre 1848.

Ordonnances du roi (ampliatiions) et arrêtés (ampliatiions) portant remises de droits de sceau. 10 janvier-13 août 1848.

États de proposition de remises de droits de sceau, approuvés par le ministre de la Justice. 2 octobre-décembre 1848 et sans date.

Arrêtés puis décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger, autorisation de rentrer en France, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations, remises de droits de sceau. 17 janvier 1849-26 décembre 1851.

BB/34/377

19 janvier 1852-26 décembre 1857

Décrets du président de la République, puis de l'Empereur (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, autorisations de rentrer en France, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et d'admission à domicile, remises de droits de sceau. 19 janvier 1852-26 décembre 1857.

Décrets (ampliements) portant additions de noms (généralement joints à des admissions à domicile ou des naturalisations). 25 août 1853, 12 août, 3 septembre, 9 et 26 décembre 1857.

BB/34/378

13 janvier 1858-25 décembre 1861

Décrets de l'Empereur (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admission à domicile, remises de droits de sceau, autorisation de se faire conférer l'investiture d'un duché à l'étranger (16 octobre 1863). 13 janvier 1858-30 décembre 1863.

Décrets (ampliements) portant changements de nom (souvent joints à des admissions à domicile ou des naturalisations). 16 janvier, 3, 13, 24 février, 24, 31 mars, 19 mai, 21, 24 juin, 14, 29 juillet, 31 août, 1^{er}, 27, 30 octobre, 14, 21 novembre, 7, 11, 22 décembre 1858 ; 5, 19, 22 janvier, 2, 5, 9, 16, 23 février, 5, 12, 19 mars, 2, 6, 16, 20, 23 avril, 4, 6, 17, 24, 31 mai, 14 juin, 5, 7, 12 juillet, 3, 11, 16, 26 août, 3, 13, 15 octobre, 13, 27 novembre, 7, 28 décembre 1859 ; 7, 14, 25 janvier, 8, 11, 18 février, 3, 24, 31 mars, 14, 18, 25, 28 avril, 2, 9, 23, 30 mai, 9, 30 juin, 11, 14, 25 juillet, 10, 16 août, 24 septembre, 6, 31 octobre, 7, 10, 24 novembre, 1^{er}, 5, 12, 15, 19 décembre 1860 ; 5, 12, 16, 23 janvier, 2, 6, 20, 27 février, 21 mars, 13, 17, 24 avril, 1^{er}, 4, 8, 11, 25 mai, 14 juin, 1^{er}, 14, 23, 29 juillet, 13 août, 23, 30 octobre, 7, 12, 28 novembre, 5, 11, 14, 18, 25 décembre 1861.

BB/34/379

6 janvier 1864-28 décembre 1867

Décrets de l'Empereur (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admission à domicile, remises de droits de sceau. 6 janvier 1864-28 décembre 1867.

Application du décret du 28 août 1866 qui conserve la qualité de Français aux militaires de la Légion romaine au service du Saint-Siège ; y sont joints deux états nominatifs des officiers, sous-officiers et soldats de la Légion romaine des 28 novembre et 9 mai 1867.

BB/34/380

8 janvier 1868-25 décembre 1869

Décrets de l'Empereur (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, remises de droits de sceau.

BB/34/381

5 janvier 1870-22 décembre 1872

Décrets de l'Empereur, puis du gouvernement de la Défense nationale, arrêtés du chef du Pouvoir exécutif, décrets du président de la république (originaux) portant : admissions à

domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, remises de droits de sceau.

BB/34/382

2 janvier 1873-18 décembre 1875

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, remises de droits de sceau, dispenses pour mariage (24 avril 1873).

BB/34/383

7 janvier 1876-24 décembre 1878

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/384

15 janvier 1879-28 décembre 1880

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocation d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/385

18 janvier-31 décembre 1881

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, remises de droits de sceau.

BB/34/386

9 janvier-30 décembre 1882

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, remises de droits de sceau.

BB/34/387

6 janvier-24 décembre 1883

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, relief des déchéances et peines encourues pour service et naturalisation à l'étranger sans autorisation, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/388

2 janvier-29 décembre 1884

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/389

6 janvier-29 décembre 1885

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/390

4 janvier-26 juin 1886

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/391

6 juillet-30 décembre 1886

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocation d'admissions à domicile, remises de droits de sceau, changements de nom (10 décembre 1886).

BB/34/392

4 janvier-28 juin 1887.

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocation d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/393

5 juillet-27 décembre 1887

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/394

2 janvier-26 juin 1888

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/395

5 juillet-26 décembre 1888

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/396

2 janvier-25 juin 1889

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations

dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau, changement de nom (10 avril 1889).

BB/34/397

1^{er} juillet-31 décembre 1889

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/398

13 janvier-30 juin 1890

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, remises de droits de sceau.

BB/34/399

7 juillet-30 décembre 1890

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation d'admission à domicile, remises de droits de sceau.

BB/34/400

14 janvier-29 juin 1891

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, remises de droits de sceau.

BB/34/401

4 juillet-28 décembre 1891

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau. 4 juillet-28 décembre 1891.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, d'addition de nom. 2 et 21 décembre 1891.

BB/34/402

12 janvier-27 juin 1892

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, remises de droits de sceau. 12 janvier-27 juin 1892.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de changements de nom. 13 janvier-16 juin 1892.

BB/34/403

4 juillet-31 décembre 1892

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, remises de droits de sceau. 4 juillet-31 décembre 1892.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de naturalisations et d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de changements de nom. 15 juillet-28 décembre 1892.

BB/34/404

20 février-28 décembre 1893

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation d'admission à domicile, rejets de demandes de naturalisations, remises de droits de sceau. 4 juillet-28 décembre 1893.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, d'autorisation de servir à l'étranger, de changements de nom. 20 février-7 juin 1893.

BB/34/405

4 juillet-30 décembre 1893

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, rejets de demandes de naturalisations, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, remises de droits de sceau. 4 juillet-30 décembre 1893.

Arrêté du ministre de la Justice (original) rejetant des demandes de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de changements de nom. 28 septembre 1893.

BB/34/406

8 janvier-29 juin 1894

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement d'une déclaration en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 8 janvier-29 juin 1894.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 25 janvier-28 juin 1894.

BB/34/407

2 juillet-31 décembre 1894

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation d'admission à domicile, rejets de demandes de

naturalisations, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, refus d'enregistrement d'une déclaration en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 2 juillet-31 décembre 1894.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de réintégrations dans la qualité de Français, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de changements de nom. 18 septembre et 3 décembre 1894.

BB/34/408

7 janvier-29 juin 1895

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation d'admission à domicile, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement d'une déclaration en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 7 janvier-29 juin 1895.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 4 février-7 juin 1895.

BB/34/409

9 juillet-31 décembre 1895

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 9 juillet-31 décembre 1895.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 20 juillet-7 décembre 1895.

BB/34/410

11 janvier-27 juin 1896

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile de naturalisation et de réintégration dans la qualité de Française, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau, changements de nom (1^{er} février et 9 mai 1896). 11 janvier-20 juin 1896.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom. 27 janvier-27 juin 1896.

BB/34/411

1^{er} juillet-31 décembre 1896

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 1^{er} juillet-31 décembre 1896.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 17 août-28 décembre 1896.

BB/34/412

11 janvier-27 juin 1897

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 11 janvier-27 juin 1897.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 8 février-10 mai 1897.

BB/34/413

3 juillet-31 décembre 1897

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile et de naturalisation, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 3 juillet-31 décembre 1897.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 5 juillet-30 décembre 1897.

BB/34/414

9 janvier-31 décembre 1898

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation d'admissions à domicile, de naturalisations et de réintégrations dans la qualité de Françaises, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau, changements de nom (4 septembre 1898). 9 janvier-31 décembre 1898.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser. 28 février-30 décembre 1898.

BB/34/415

7 janvier-30 décembre 1899

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisations, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau, changements de nom (25 novembre 1899). 7 janvier-30 décembre 1899.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 19 avril-10 novembre 1899.

BB/34/416

6 janvier-29 décembre 1900

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou d'y se faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisations et de réintégration dans la qualité de Française, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à des religionnaires expatriés (en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889), remises de droits de sceau, changements de nom (19 mai 1900). 6 janvier-29 décembre 1900.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 29 janvier-29 décembre 1900.

BB/34/417

8 janvier-29 juin 1901

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou d'y se faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 8 janvier-29 juin 1901.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 25 février-1^{er} juin 1901.

BB/34/418

2 juillet-29 décembre 1901

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger ou d'y, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisations, rejets de demandes de naturalisations, remises de droits de sceau. 2 juillet-29 décembre 1901.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom. 17 août-29 décembre 1901.

BB/34/419

2 janvier-30 décembre 1902

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou d'y se faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile, de naturalisations et de réintégration dans la qualité de Française, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, règlements d'armoiries de villes, remises de droits de sceau, changements de nom (22 février 1902). 2 janvier-30 décembre 1902.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser. 24 février-30 décembre 1902.

BB/34/420

11 janvier-29 juin 1903

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation et de réintégration dans la qualité de Française, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 11 janvier-29 juin 1903.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 21 février-9 juin 1903.

BB/34/421

5 juillet-31 décembre 1903

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, transmission d'un titre nobiliaire, remises de droits de sceau. 5 juillet-31 décembre 1903.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 31 juillet-31 décembre 1903.

BB/34/422

13 janvier-27 juin 1904

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 13 janvier-27 juin 1904.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 13 février-4 juin 1904.

BB/34/423

2 juillet-31 décembre 1904

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations de naturalisation, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 2 juillet-31 décembre 1904.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 8 juillet-31 décembre 1904.

BB/34/424

14 janvier-26 juin 1905

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 14 janvier-26 juin 1905.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 28 février-21 mai 1905.

BB/34/425

2 juillet-30 décembre 1905

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, remises de droits de sceau. 2 juillet-30 décembre 1905.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom. 11 août-30 décembre 1905.

BB/34/426

10 janvier-31 décembre 1906

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou d'y se faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, règlement d'armoiries de villes, remises de droits de sceau, changement de nom (24 mars 1906). 10 janvier-31 décembre 1906.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 10 février-31 décembre 1906.

BB/34/427

4 janvier-31 décembre 1907

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité

de Français, dispenses pour mariage, révocation de dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau, acceptation de la démission de référendaires au sceau de France (15 février et 23 mars 1907). 4 janvier-31 décembre 1907.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 15 février-1^{er} novembre 1907.

BB/34/428

11 janvier-27 juin 1908

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation et de réintégration, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 11 janvier-27 juin 1908.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 11 janvier-6 juin 1908.

BB/34/429

4 juillet-31 décembre 1908

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations de naturalisations, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 4 juillet-31 décembre 1908.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 27 juillet-31 décembre 1908.

BB/34/430

9 janvier-26 juin 1909

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 9 janvier-26 juin 1909.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 22 février-28 mai 1909.

BB/34/431

3 juillet-31 décembre 1909

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 5 juillet-31 décembre 1909.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 3 juillet-31 décembre 1909.

BB/34/432

12 janvier-25 juin 1909

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 12 janvier-25 juin 1909.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 18 mars-20 mai 1910.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant : investitures de dotations et de titres, abolition de majorat. 26 février-14 juin 1910.

BB/34/433

7 juillet-31 décembre 1910

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations de naturalisations, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 7 juillet-31 décembre 1910.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 18 juillet-31 décembre 1910.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 28 juillet-22 décembre 1910.

BB/34/434

7 janvier-26 juin 1911

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation et de réintégration dans la qualité de Française, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 7 janvier-26 juin 1911.

Décret du président de la République (original) complétant le décret du 3 octobre 1910 relatif à la naturalisation en Tunisie. 6 février 1911.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 11 février-17 juin 1911.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant : investitures de dotations, de titres et de majorats, abolition de majorat. 14 mars-4 mai 1911.

BB/34/435

1^{er} juillet-31 décembre 1911

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations de naturalisations et d'admissions à domicile, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 1^{er} juillet-31 décembre 1911.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 21 juillet-31 décembre 1911.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant : investitures de dotations et de titres. 4 juillet-25 novembre 1911.

BB/34/436

6 janvier-29 juin 1912

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations de dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, remises de droits de sceau. 6 janvier-29 juin 1912.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger. 10 février-22 juin 1912.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant : investitures de dotation et de titres. 11 janvier-9 mars 1912.

BB/34/437

4 juillet-31 décembre 1912

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejets de demandes de naturalisations, remises de droits de sceau. 6 juillet-31 décembre 1912.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 27 juillet-31 décembre 1912.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant : investitures de dotations et de titres. 4 juillet-30 décembre 1912.

BB/34/438

11 janvier-28 juin 1913

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admission à domicile et de naturalisation, rejets de demandes de naturalisations, remises de droits de sceau. 11 janvier-21 juin 1913.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 3 février-28 juin 1913.

Arrêté du ministre de la Justice (original) instituant au ministère de la Justice une commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la législation française en matière de nationalité. 8 mars 1913.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de titres. 17 mars-10 mai 1913.

BB/34/439

1^{er} juillet-31 décembre 1913

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation, rejets de demandes de naturalisations, remises de droits de sceau. 1^{er} juillet-31 décembre 1913.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 15 juillet-31 décembre 1913.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant : investitures de dotations, de titres et de majorat. 1^{er} juillet-3 décembre 1913.

BB/34/440

12 janvier-28 juin 1914

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de réintégration dans la qualité de Française, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, règlements d'armoiries de ville, remises de droits de sceau. 12 janvier-28 juin 1914.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 26 février-30 mai 1914.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 5 mars-14 mai 1914.

BB/34/441

4 juillet-31 décembre 1914

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 4 juillet-31 décembre 1914.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 10 juillet-8 décembre 1914.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titre. 7 juillet 1914.

BB/34/442

25 janvier-29 décembre 1915

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations d'admissions à domicile et de naturalisations, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, révocations de naturalisations en application de la loi du 7 avril 1915 ¹, remises de droits de sceau. 25 janvier-29 décembre 1915.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 9 juillet-22 novembre 1915.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titre. 20 avril-29 décembre 1915.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant maintien de naturalisations en application de la loi du 7 avril 1915 ¹. 10 juillet-9 août 1915.

BB/34/443

8 janvier-23 décembre 1916

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation d'un décret de déchéance de naturalisation, révocations de naturalisations et d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, révocation de naturalisation en application de la loi du 7 avril 1915 ¹, remises de droits de sceau. 8 janvier-23 décembre 1916.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 29 janvier-31 décembre 1916.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 26 avril-11 août 1916.

BB/34/444

2 janvier 1917-31 décembre 1918

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger ou de se servir dans les armées étrangères, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations de naturalisations, rejets de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à des religionnaires expatriés en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 2 janvier 1917-31 décembre 1918.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, de réintégrations dans la qualité de Français, d'admissions à domicile, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 2 mars 1917-31 décembre 1918.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant : investitures de dotations et de titres, abolition de majorat. 10 mars 1917-20 novembre 1918.

¹ Autorisant le gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) autorisant des femmes de nationalité étrangère à contracter mariage avec des Français, en application de la loi du 18 mars 1917². 27 mars 1917-31 décembre 1918.

BB/34/445

16 janvier-31 décembre 1919

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, rejet de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 16 janvier-31 décembre 1919.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 28 février-28 novembre 1919.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 16 janvier-10 décembre 1919.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) autorisant des femmes de nationalité étrangère à contracter mariage avec des Français, en application de la loi du 18 mars 1917². 15 janvier-19 octobre 1919.

BB/34/446

20 janvier-31 décembre 1920

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation, rejet de demandes de naturalisations, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français, autorisation de rentrer en France, remises de droits de sceau. 20 janvier-31 décembre 1920.

Décret du président de la République (original) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de dispenses pour mariage, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom. 13 novembre 1920.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) rejetant des demandes de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, de changements de nom, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français. 20 février-13 septembre 1920.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titre. 6 janvier-4 décembre 1920.

BB/34/447

11 janvier-26 décembre 1921

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocations de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à des religionnaires expatriés en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 11 janvier-26 décembre 1921.

² Ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilité avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, de dispenses pour mariage, d'admissions à domicile, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger. 31 janvier-26 décembre 1921.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 15 février-14 décembre 1921.

BB/34/448

11 janvier-30 juin 1922

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de réintégration dans la qualité de Française, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, modifications et règlement nouveau d'armoiries de villes, remises de droits de sceau. 11 janvier-30 juin 1922.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, de dispenses pour mariage. 13 janvier-17 juin 1922.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titre. 6 février-26 juin 1922.

Arrêté du ministre de la Justice (original) portant constitution de quatre commissions départementales chargées d'examiner les demandes de naturalisations formées par les Allemands, en application du traité de Versailles. 10 juin 1922.

BB/34/449

6 juillet-21 décembre 1922

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de réintégration dans la nationalité française, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à des religionnaires expatriés en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 6 juillet-21 décembre 1922.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la nationalité française, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom, de dispenses pour mariage. 13 juillet-21 décembre 1922.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titre. 24 juillet et 5 décembre 1922.

Arrêté du ministre de la Justice (original) portant nomination d'un membre suppléant à l'une des commissions chargées d'examiner les demandes de naturalisations formées par les Allemands. 21 novembre 1922.

BB/34/450

16 janvier-22 juin 1923

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à un religionnaire

expatrié en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 16 janvier-22 juin 1923.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de changements de nom, de réintégrations dans la qualité de Français, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de dispenses pour mariage. 20 février-19 juin 1923.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 16 janvier-16 juin 1923.

BB/34/451

2 juillet-27 décembre 1923

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, dispenses pour mariage, révocation de naturalisation, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 3 juillet-27 décembre 1923.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de dispenses pour mariage. 19 juillet-27 décembre 1923.

Décret du président de la République (original) abrogeant l'insertion au Bulletin des lois des décrets accordant la naturalisation, la réintégration et l'admission à domicile et décidant que ceux-ci seront insérés au Journal officiel. 6 décembre 1923.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotation et de titres. 2 juillet-13 novembre 1923.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux), en application de la loi du 25 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire dans les départements d'Alsace-Lorraine, portant : dispenses pour adoptions, dispenses pour mariage, légitimations d'enfants naturels. 22 septembre-26 décembre 1923.

BB/34/452

15 janvier-22 juin 1924

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocation de naturalisation, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 15 janvier-22 juin 1924.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 1^{er} mars et 17 avril 1924.

Décret du président de la République (original) portant modification au décret du 31 janvier 1922 relatif aux demandes de naturalisations formées par les Allemands en application du traité de Versailles. 6 février 1924.

BB/34/453

14 février-31 décembre 1924

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de

Français, reconnaissance de la qualité de Français à des religionnaires expatriés en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 6 juillet-31 décembre 1924.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de dispenses pour mariage, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français. 6 juillet-31 décembre 1924.

Décrets du président de la République (originaux) portant modification d'armoiries (14 février 1924), de dispenses pour mariage (24 mars, 9 mai, 29 juin, 15 août, 2, 20 octobre, 25 novembre 1924), de changements de nom (26 juin 1924).

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 18 janvier-20 décembre 1924.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux), en application de la loi du 25 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire dans les départements d'Alsace-Lorraine, portant : dispenses pour adoptions, dispenses pour mariage, légitimations. 5 janvier-29 décembre 1924.

BB/34/454

16 janvier-30 juin 1925

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de servir à l'étranger ou de s'y faire naturaliser, réintégrations dans la qualité de Français, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à un religionnaire expatrié en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 16 janvier-30 juin 1925.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom. 29 avril 1925.

Décret du président de la République (original) modifiant l'alinéa 4 de l'article 6 du décret du 13 août 1889 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité. 30 juin 1925.

BB/34/455

12 janvier-31 décembre 1925

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à un religionnaire expatrié en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 21 juillet-31 décembre 1925.

Décret du président de la République (original) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de changements de nom, de dispenses pour mariage, de réintégrations dans la qualité de Français. 15 septembre 1925.

Décrets du président de la République (originaux) portant dispenses pour mariage (19 janvier, 22 mai, 8 août, 3, 25 septembre 1925).

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux), en application de la loi du 25 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire dans les départements d'Alsace-Lorraine, portant : dispenses pour adoptions, dispenses pour mariage, rejet d'une demande d'adoption. 12 janvier-27 août 1925.

Circulaire du ministre de la Justice relative au décret du 30 juin 1925 modifiant le décret du 13 août 1889 (voir BB/34/454). 4 juillet 1925.

BB/34/456

14 janvier-29 juin 1925

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 14 janvier-29 juin 1925.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom, de dispenses pour mariage. 14 janvier-22 mai 1926.

BB/34/457

5 mars-15 décembre 1926

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à un religionnaire expatrié en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 5 juillet-30 décembre 1926.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, d'autorisation de rentrer en France, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de dispenses pour mariage, de changements de nom, de réintégrations dans la qualité de Français. 30 juillet-15 décembre 1926.

Décrets du président de la République (originaux) portant dispenses pour mariage (5 mars, 29 avril, 9 juillet, 26 septembre 1926).

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux), en application de la loi du 25 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire dans les départements d'Alsace-Lorraine, portant dispenses pour mariage. 24 avril 1926.

BB/34/458

5 janvier-30 mars 1927

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, reconnaissance de la qualité de Français à un religionnaire expatrié en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 5 janvier-30 mars 1927.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 27 janvier et 10 mars 1927.

Arrêté du ministre de la Justice (original) portant nomination d'un membre titulaire d'une des commissions chargées d'examiner les demandes de naturalisation formées par les Allemands en application du traité de Versailles. 26 février 1927.

BB/34/459

6 avril-28 juin 1927

Décrets du président de la République (originaux) portant : admissions à domicile, naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et de réintégrations dans la qualité de Français, refus d'enregistrement de déclaration faite en vue de réclamer la qualité de Français,

reconnaissance de la qualité de Français à un religieux expatrié en application de l'article 4 de la loi du 26 juin 1889, remises de droits de sceau. 6 avril-28 juin 1927.

Décret du président de la République (original) rejetant des demandes de naturalisations, d'admissions à domicile, de réintégrations dans la qualité de Français, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 26 mai 1927.

BB/34/460

8 juillet-28 octobre 1927

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations, d'admission à domicile et de réintégration dans la qualité de Française, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau.

BB/34/461

21 janvier-30 décembre 1927

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, remises de droits de sceau. 5 novembre-30 décembre 1927.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 15 novembre et 21 décembre 1927.

Décrets du président de la République (originaux) portant dispenses pour mariage (2 mars, 29 mai, 10 septembre 1927), modification d'armoiries de ville (21 janvier 1927).

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 11 mai et 6 août 1927.

BB/34/462

5 janvier-27 mars 1928

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 5 janvier-27 mars 1928.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 9 et 21 février 1928.

BB/34/463

4 avril-27 mai 1928

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et de réintégration dans la qualité de Française, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 4 avril-27 mai 1928.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de changements de nom, de réintégrations dans la qualité de Français. 7 avril et 16 mai 1928.

BB/34/464

5 juin-27 septembre 1928

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de réintégrations dans la qualité de Française et de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 5 juin-27 septembre 1928.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de changements de nom. 27 juin et 24 juillet 1928.

BB/34/465

14 janvier-27 décembre 1928

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de réintégration dans la qualité de Française et de naturalisations, refus d'enregistrement de déclarations faites en vue de réclamer la qualité de Français, remises de droits de sceau. 3 octobre-27 décembre 1928.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom. 17 octobre et 19 décembre 1928.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations et de titres. 14 janvier-26 décembre 1928.

BB/34/466

3 janvier-27 mars 1929

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et de réintégration dans la qualité de Française, remises de droits de sceau. 3 janvier-27 mars 1929.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom, de réintégration dans la qualité de Français. 5 février et 6 mars 1929.

BB/34/467

7 avril-26 juin 1929

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et de réintégrations dans la qualité de Français, remises de droits de sceau. 7 avril-26 juin 1929.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger. 30 avril et 13 juin 1929.

BB/34/468

3 juillet-29 septembre 1929

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de

naturalisations et de réintégration dans la qualité de Française, remises de droits de sceau. 3 juillet-29 septembre 1929.

Décret du président de la République (original) rejetant des demandes de naturalisations, d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 3 juillet 1929.

BB/34/469

2 octobre-31 décembre 1929

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Françaises et d'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger, remises de droits de sceau. 2 octobre-31 décembre 1929.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom. 22 octobre-25 décembre 1929.

BB/34/470

10 janvier-27 mars 1930

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et de réintégrations dans la qualité de Françaises, remises de droits de sceau. 10 janvier-27 mars 1930.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français de changements de nom de changements de nom, de dispenses pour mariage. 29 janvier et 5 mars 1930.

BB/34/471

2 avril-24 juin 1930

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations, remises de droits de sceau. 2 avril-24 juin 1930.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Françaises, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de changements de nom. 14 mai et 18 juin 1930.

BB/34/472

1^{er} juillet-27 septembre 1930

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et de réintégrations dans la qualité de Françaises, remises de droits de sceau.

BB/34/473

22 avril -27 décembre 1930

Décrets du président de la République (originaux) portant : naturalisations, autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français, révocations de naturalisations et de réintégration dans la qualité de Française, remises de droits de sceau. 1^{er} octobre-27 décembre 1930.

Décrets du président de la République (originaux) rejetant des demandes de naturalisations, de réintégrations dans la qualité de Français, de changements de nom, d'autorisations de se faire naturaliser à l'étranger, de dispenses pour mariage. 7 octobre-27 décembre 1930.

Décret du président de la République (original) portant changement de nom. 22 avril 1930.

Arrêtés du ministre de la Justice (originaux) portant investitures de dotations. 21 novembre 1930.

BB/34/474 Décrets originaux (divers ministères, présidence du Conseil, etc.).

1933-1939